le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Contrôles au faciès

Les cochons en ont ras le cul

M 02137 - 1472 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« Il n'est d'État, que policier. »
Moâ

hebdo n° 1472
du 5 au 11 avril 2007

Sommaire

Marseille et son **port**, la grève, par Thierry, *page 4*

Banalité d'un **contrôle** ?, par le RATP, *page 5*

L'autruche et **le contrôleur des Lilas,** par F. Ladrisse, *page 5*

Résister **ensemble**, par V. Benito, *page 6*

Nouvelles des **fronts**, par Hugues, *page 7*

Le bétail **électoral**, par Libertad, *page 8*

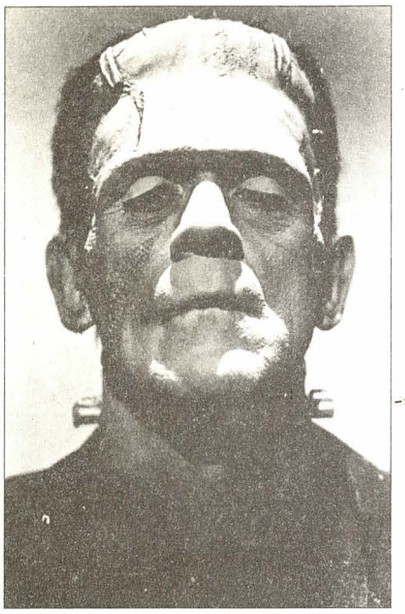
Science-fiction et politique, par L. Janover, *page 9*

La révolte des pauvres, par Casquette, *page 11*

Brèves de combat, *page 12*

La **fracture** sanitaire, dossier, *page 13*

Des toubibs à Radio libertaire, Chroniques syndicales, *page 14*



Ni bonnes, ni nonnes, ni connes, par LN, *page 17*

Du **nid de coucou**, par Yolaine, *page 18*

Retour au passé et **psychiatrie**, par Y. Guignat, *page 19*

Bien penser **à travers le drapeau...,** par M. Rajsfus, *page 20*

Nucléaire et avenir de la planète, par C. Granier, *page 22*

Du côté de la **misère sociale,** par J. Lesage de La Haye, *page 22*

Éducation, ...suite, par F. Sebastianoff, *page 23*

Les **Tanneries** de Dijon menacées, par le Collectif, *page 25*

Radio libertaire, demandez le **programme**, *page 26*

L'agenda, *page 27*

DOSSIER SANTÉ
PAGES 13 À 19

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Laissons de côté pour une fois les pêcheurs de voix, Nicolas et Pimprenelle avec leurs appâts de francitudes et de participalisme, la gôche populaire et l'extrême droite populiste. Sortons un peu de la caverne républicaine et de son hémicycle de la bourgeoisie pour aller voir ce qui se passe sur notre bonne vieille Terre. Aussi incroyable qu'il n'y paraît, elle continue de tourner !

Au Darfour, ces trois États désertiques de l'ouest du Soudan en crise depuis la grande famine du milieu des années quatre-vingt, les soudards à la solde du gouvernement soudanais continuent de massacrer, violer, dépecer les populations autochtones en toute impunité; dans l'indifférence quasi générale du reste de la planète. L'existence des quelque six millions d'habitants de la « patrie des Fours » ne pèse pas lourd face au réserves stratégiques de pétrole que se disputent les Russes, les Chinois, les Américains et les Européens. On en parle dans les médias, oui, mais pas trop, juste pour dire que l'on aimerait bien faire quelque chose, agir radicalement, mais que malheureusement les méchants Chinois... alors on oublie. Elle tourne !

En Tchétchénie, après la régence suivant l'exécution de Akhmad Kadirov, son fils Ramzan Kadyrov ayant atteint l'âge légal de 30 ans est monté sur le trône. En bon vassal du tsar Poutine il va pouvoir reprendre la pacification où l'avait laisser son père. Malheureusement pour lui il ne reste plus grand chose à détruire là bas, l'artillerie de l'ours du KGB a déjà pratiquement tout rasé... Elle tourne !

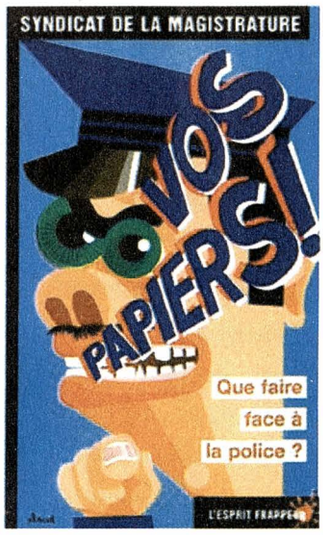
En Irak la démocratisation à l'américaine continue, avec son lot de communautarisme menant aux attentats sanglants dont la télé nous abreuvent tous les soirs. Tout à côté, en Afghanistan, les talibans fous de dieu font toujours régner la terreur. Elle tourne !

Au Mexique, le nouveau gouvernement du Chiapas favorise la recrudescence des groupes paramilitaires, renforçant la présence toujours plus forte de l'armée fédérale. À Oaxaca, après les révoltes d'octobre réprimées dans le sang par le psychopathe Ulises Ruiz Ortiz et son complice Felipe Calderon, 62 personnes restent aujourd'hui encore enfermées dans les glauques geôles mexicaines. Elle tourne !

Et cheu nous ? Ça tourne bien... pour les patrons ! La classe ouvrière, désorganisée par des syndicats collaborateurs, se contente de journées d'actions de ci de là. Le marchand de sable électoral semble passé par là, marchand d'espoir et de duperies faisant croire aux votards que leur voix aura le dernier mot. Mais nous disons nous, que rien ne changera tant que tous les pauvres ne s'y mettront pas pour faire tourner la roue de la fortune en leur faveur. Marseille, encore une fois, donne l'exemple, les dockers, solidaires, ont su gagner leur lutte !

Censure

Mais où est Charlie ?



« Les contrôles d'identité au faciès, bien que prohibés par la loi, sont non seulement monnaie courante, mais se multiplient »

AU MOMENT OÙ *CHARLIE HEBDO* est relaxé pour l'affaire concernant les caricatures d'islamistes et de Mahomet (ce qui est tant mieux), il est temps de revenir sur une autre affaire de censure qui n'a pas défrayé la presse.

Après la parution, en 2001, du livre « Vos papiers ! Que faire face à la police ? », une double plainte pour diffamation et injures était déposée par Daniel Vaillant, alors ministre de l'Intérieur (plainte relayée par les ministres Sarkozy, puis Villepin, puis encore Sarkozy).

Un premier procès eut lieu en 2005, suivi d'un procès en appel le 23 novembre 2006. Le jugement a été rendu le 18 janvier dernier.

Le dessinateur Placid a été condamné à 500 euros d'amende, pour « injures publiques envers une administration publique, en l'occurrence la police nationale », pour avoir dessiné un policier, aux traits jugés porcins, en couverture de l'ouvrage.

L'auteur du texte, Clément Schouler, magistrat et membre du Syndicat de la magistrature, à 800 euros d'amende pour « diffamation publique envers une administration publique, en l'occurrence la police nationale », pour avoir écrit cette phrase dans l'introduction : « Les contrôles d'identité aux faciès, bien que prohibés par la loi, sont non seulement monnaie courante, mais se multiplient. »

Enfin, Michel Sitbon, l'éditeur, à 1 000 euros d'amende pour complicité avec Placid, dans le délit d'injure, et complicité avec Clément Schouler dans le délit de diffamation.

Suite à cette condamnation, quasiment pas de réactions : un article dans *le Canard Enchaîné*, un autre dans Libé, ne parlant que de Clément Schouler et oubliant Placid et l'éditeur, ainsi que quelques entrefilets.

Dans Charlie-Hebdo, grand chantre de la liberté d'expression, rien ou si peu. On aurait pu s'attendre à un numéro spécial (reprenant même de vieux dessins de ses collaborateurs). Rien. Ce procès représente pourtant bel et bien une triple atteinte à la liberté de création, à la liberté d'information et à la liberté d'édition.

Dans un pays comme la France subissant encore, quoi qu'on dise, la culture judéo-chrétienne, il est plus facile (et plus vendeur) de caricaturer des intégristes et des musulmans qui constituent une population minoritaire, plutôt que de s'attaquer à ses institutions.

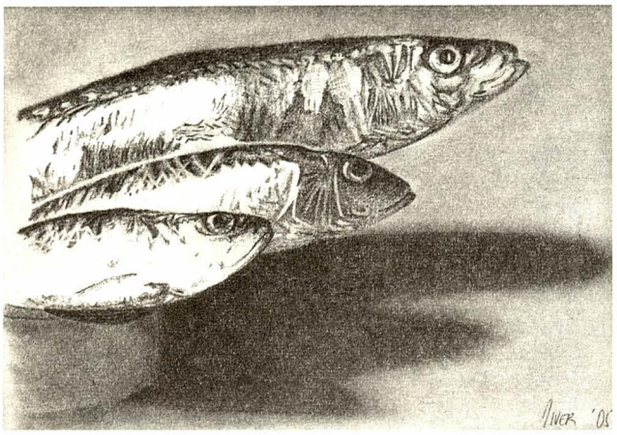
Du coup, les réactions sont venues d'ailleurs. Un blog de soutien a été lancé (« tous cochons »); le journal CQFD y a consacré plusieurs pages; enfin un collectif d'éditeurs s'est créé (comprenant, entre autres : l'Association, Vertige Graphic, l'Esprit Frappeur, Nautilus, les Requins Marteaux, Thé-Roc...) dans le but de sortir un livre comprenant des dessins représentants des policiers caricaturés et animalisés ou pratiquant un contrôle au faciès. Ce livre se nommera « Tous Coupables ». Réalisé et imprimé dans les semaines à venir, il devrait « rendre chacun de nous prévenu du délit de diffamation pour qui évoque la banale réalité des contrôles au faciès, ou prévenu du délit d'injure pour qui dessine un policier trop stylisé », déclare le collectif.

A suivre donc...

Jean-Pierre Levaray

pour plus d'infos contacter the.troc@free.fr

Grève sur le port de Marseille



Sacrebleu! Que se passe-t-il à Marseille? Une grève? Encore? Ils sont pas heureux les travailleurs de cette ville avec la mer bleue, les goélands blancs, les calanques, les rues pleines d'enfants? Ils voudraient pas en plus être heureux au travail? Parce que dans le système économique actuel, travailler ne peut pas être un plaisir. Mais, bon... Voyons de plus près cette agitation. Pour cela, rejoignons le Port Autonome de Marseille (PAM) qui est tellement grand qu'il va jusqu'à Fos. Fos? Un merveilleux lieu où l'air est pollué par les usines chimiques du coin. En effet, ici on y trouve toutes les entreprises qui ont un rapport de près ou de loin avec le pétrole. Et l'étang de Berre, sur lequel donne Fos, est une étendue où flottent joyeusement pas mal de pétrolier. Tout cela se trouve pas loin de l'aéroport de Marignane. Bref, un splendide petit coin de nature.

Et bien figurez vous que les ouvriers du coin, ils se rebellent! Contre toute cette pollution? Contre ce ravage de la nature? Pour contrer cette croissance affolante qui réclame toujours plus de pétrole? Non, surtout pas. On ne crache pas dans la soupe. On laisse cela à de minables écolos anticapitalistes. Non, les ouvriers, ici, se battent pour ne pas perdre leur emploi. Normal me direz vous, faut bien qu'ils mangent. Mais à quel prix...

Laissons ce débat pour une autre fois, et voyons plutôt pourquoi ces ouvriers ont cessé leur travail.

L'origine du conflit

C'est le 14 mars que le conflit a démarré et, ce, suite à la décision de GDF de contrôler tout ce qui concerne l'exploitation du futur terminal GDF de Fos. Autrement dit, les dockers ne pourront pas effectuer le branchement et le débranchement des méthaniers (qui transportent le méthane, un hydrocarbure) au terminal. Ce qui signifie que le personnel du PAM, pourtant reconnu pour ses compétences dans ce domaine, ne pourra pas exercer cette manœuvre. Les dockers y voient là la privatisation larvée de l'emploi sur les quais publics. Et ils n'ont pas tort. On voit, en effet, dans tous les « services publics » arriver de nouveaux salariés sous contrats privés qui ont des protections sociales très précaires. Il est alors apparu logique aux dockers de stopper net tout travail. Et ils tiennent bon depuis plus de 15 jours.

Un protocole rejeté

Le 26 mars se déroule une négociation entre représentants CGT (représentants? mais si, vous savez les petits chefs syndicaux) et la direction de l'établissement PAM.

Un protocole dit « de sortie de crise » est élaboré. Surprise, il n'aborde pas le problème qui fait que les dockers se sont mobilisés! Le directeur général explique que ce n'est pas son rôle de prendre une décision sur cette question mais celui de la préfecture. Ce protocole pose, cependant, le principe d'une charte de l'emploi portuaire qui permettrait de conforter l'emploi public sur les quais; et la direction de rajouter que c'est là le maximum qu'elle peut faire.

C'est prendre ces dockers pour des crétins. En assemblée générale ils votent contre ce protocole en relevant le fait que les conditions pour la pérennisation des emplois n'y sont pas proposées. Ben oui, pardi, l'activité des hydrocarbures a de grandes chances de se retrouver en diminution contrairement au fort développement des énergies propres comme le gaz, et là ils font quoi les dockers? Ben, ils risquent de se retrouver au chômage, et de ça ils en veulent pas.

Les conséquences

Évidemment, quand je pense aux conséquences, je pense tout de suite aux dockers qui ne sont plus payés mais qui continuent à se battre car ils savent qu'en bloquant le port, ils bloquent une très grosse partie de l'économie. Je parle des travailleurs, pas des permanents syndicaux qui, eux, restent des planqués à l'abri de ces désagréments.

En ce qui concerne l'économie, pas de panique à bord: 8 millions de dollars de pénalité d'attente pour les bateaux (51) et 17 millions d'euros pour la réduction d'activité des raffineries. Autrement dit, une goutte d'eau dans un océan de pétrole.

Du côté pompe à essence on ne s'affole pas tout de suite, mais dans une semaine c'est la panique. Si le blocus continue les raffineries pourraient s'arrêter durant le week-end du 31 mars, faute de stocks, et les problèmes aux pompes à essence pourraient survenir une semaine après. C'est alors que le préfet pourrait décider de mettre sa menace de réquisition à exécution. Ça fait beaucoup de conditionnel mais ça fait quand même peur celui ou celle qui ne peut pas vivre sans sa voiture ou son 4x4.

Pour finir, on attend que la direction donne du mou parce que, ici, les dockers ils sont plus têtus qu'une bourrique, et s'ils ont décidé quelque chose ils vont jusqu'au bout.

Précision sur les dockers de Marseille

Ici, les militants n'aiment pas beaucoup les dockers et leurs méthodes musclées. On a pu les voir protéger un Mac Donald des manifestants qui passaient devant, on les a vu protéger la maison du Medef des méchants étudiants venus la repeindre, on les a vu, à plusieurs reprises, bloquer la coordination des établissements en lutte en 2003 lors de manifs, on les a vu virer des anarchistes d'une manif pour y insérer les cocos... Bref, ce sont les bons chiens de garde sexistes de la CGT qui nous démontrent constamment que la conscience de classe n'existe pas.

Thierry
Groupe anarchiste de Marseille

Bouclage dernière heure. Selon la presse, la CGT sort triomphante du conflit. À suivre... (note du correcteur, syndiqué CGT!)

Un contrôle n'est jamais banal

Gratuité et liberté d'accès au transports en commun.

CEUX, qui, dans la presse à grand tirage se permettent de qualifier les contrôles de titre de transports « d'opérations banales », ne doivent pas y être souvent confrontés. Un contrôle n'est en effet jamais banal. Surtout pour certaines catégories de population, qui ne peuvent plus prendre les transports sans avoir à subir les assauts de véritables commandos de force de l'ordre, qui se croient tout permis.

De la Gare du Nord, par où passent les trains et les RER de banlieues, aux lignes de bus de ces mêmes banlieues, les lieux de contrôle ne sont jamais choisis au hasard et les méthodes employées pour faire régner l'ordre, par le biais d'un « banal contrôle des titres de transport », sont réellement violentes et choquantes. Pour certaines populations cela tourne régulièrement à l'humiliation, si ce n'est au drame. Depuis la Loi de sécurité quotidienne de 2001, c'est la prison qui attend ceux qui n'ont pu régler leur amende, et qui en ont cumulé plus de 10 en 12 mois. Et ne parlons pas des sans-papiers arrêtés pas ces mercenaires de l'ordre et qui se retrouvent dans des situations tragiques.

Il existe aujourd'hui de véritables zones de relégation sociale, où ceux qui y vivent devraient se satisfaire d'être assignés à résidence. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que certains craquent et tentent de répondre à cette injustice.

Se déplacer est en effet un besoin dont personne ne doit être privé. C'est pourquoi, le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), revendique depuis de nombreuses années la gratuité des transports pour toutes et tous. Les transports doivent cesser d'être le lieu où s'expérimentent toutes les mesures de contrôle et d'encadrement de mouvement des populations, le lieu où seules les multinationales et leur monde marchand ont droit à la parole. Les transports publics doivent permettre à chacun de se déplacer selon ses besoins et ses envies et la gratuité d'accès aux transports est un préalable indispensable à l'existence d'une certaine égalité face au service public.

Le RATP apporte donc tout son soutien à ceux et à celles, qui, à Gare du Nord, ont refusé de subir une fois de plus les humiliations et les violences des contrôleurs, GPSR, policiers, CRS ou tout autres forces de l'ordre, juste par ce que ces premiers avaient eu l'audace de vouloir se déplacer.

Le RATP

Quand l'autruche éternue...

Sarko le composteur

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? Borloo, se réveillant soudain, à trois semaines du premier tour, se ralliant, quellle surprise! à Sarko: **« J'ai beaucoup travaillé avec Nicolas. J'ai envie de le prendre par la main. »** Beau comme du Yves Duteil. Et d'expliquer ensuite les raisons de son long silence: **« La pudeur, cela peut exister. Surtout quand deux garçons se parlent entre eux. » Houlà, ils en sont là, les « deux garçons? »** Méfie-toi, Cécilia...

Malgré toute la poésie de cette déclaration d'amour, le ralliement de Borloo passa quasi inaperçu: dans les média cette semaine on avait d'autres chats à fouetter, y'avait la guerre Gare du Nord. Selon Rachida Dati, porte-parole de Sarko, il s'agissait à l'origine **« d'un délinquant multirécidiviste interpellé parce qu'il avait donné un coup de boule à un contrôleur » .** Enfin mademoiselle, qu'est-ce que c'est que ce langage? Faire peuple c'est une bonne idée mais tout de même rappelez-vous que vous représentez les intérêts de Bouygues, Lagardère, Dassault et du Medef réunis... Cependant, selon François Fillon, l'émeute de la Gare du Nord **« pour Nicolas Sarkozy, c'est neutre »** .Ça veut dire quoi, qu'il s'en tamponne? Il s'en tamponne tellement qu'il s'est aussitôt fendu de cette phrase définitive: **« Je suis du côté de ceux qui paient leur billet. »** Ce n'est plus Sarko le nettoyeur, c'est Sarko le composteur... Un Sarko retrouvé, redevenu lui-même, qui blablate, s'agite, s'énerve. **« J'ai besoin que la France silencieuse, qui est l'immense majorité, dise: ça suffit! »** Effectivement, oui, ça suffit, les flics les contrôles la milice RATP, la taule, pour une simple histoire de billets!

Et la Royal, elle en pense quoi? Au-delà des attaques classiques visant le bilan de Sarko, pas grand'chose il faut croire. C'est qu'elle est occupée la dame, car, selon un proche, **« maintenant c'est contact avec la population, contact avec la population, et recontact avec la population. »** Pas sûr que « la population » apprécie de se faire tripoter ainsi.

Mais Ségo ne doute de rien, et ses discours vont par moments jusqu'à prendre des accents mystiques: **« Il y a une résonnance positive. J'ai une densité intérieure. »** Ah ouais, c'est le Dalaï Lama qui te l'a dit? Cependant, par instants, il lui arrive d'être lucide: **« J'ai des fondamentaux, je décline. »** Bon si déjà elle s'en rend compte...

Faut dire que c'est pas facile non plus, à la fois candidate à la présidentielle et femme au foyer. Lors d'un récent meeting, son désarroi perça: **« Ce soir est un soir particulier, émouvant, parce que François vient de me passer la parole. »** Pourquoi, à la maison c'est **« soit belle et tais-toi? »**

Il faut bien avouer que, d'une manière générale, Madame Royal a des soucis avec les hommes de son parti (avec les femmes aussi). Ainsi, à propos de Strauss Kahn: **« Dominique est étonnant. Il se croit plus intelligent que moi. »** Ah je vous jure, où va se nicher la phallocratie... Et de redire tout haut ce que certains ne semblent pas encore avoir compris: **« C'est moi la patronne. »** Alors profite-en bien, parce que c'est bientôt fini.

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Résistons ensemble

L'ARRESTATION MOUVEMENTÉE d'un sans-papiers devant une école maternelle de Belleville le 20 mars dernier en a ému plus d'un. Le passage en boucle aux infos télévisées, la violence des forces de l'ordre et le fait qu'une école maternelle soit l'arène d'un tel spectacle n'y sont pas étrangers.

Ce que l'on sait moins, c'est que les rafles se sont multipliées ces derniers temps, y compris aux abords des écoles. Certains s'émeuvent alors que Sarko s'était engagé l'été dernier, au plus fort de la lutte du RESF (Réseau Éducation Sans Frontières), à ce qu'il n'y ait plus d'arrestation dans et devant les écoles. Comment ont-ils pu croire qu'un ministre tiendrait ses engagements ?

Le 30 janvier dernier déjà, à Paris, la police avait profité d'une distribution de repas organisée par les Restaus du cœur pour arrêter vingt-et-un sans-papiers. Cette basse manœuvre s'est déroulée avec force matraques, chiens et gaz lacrimos. Le 19 mars, dans les quartiers de Goncourt et Stalingrad, les rafles se poursuivaient et neuf sans-papiers ont été ainsi arrêtés. Au même moment, la police a arrêté une personne qui attendait sa fille à la sortie d'une école, sans se préoccuper du sort de l'enfant. La victime a été par la suite relâchée grâce à l'intervention déterminée de parents d'élèves qui avaient suivi le convoi.

Le lendemain, l'arrestation d'un grand-père chinois qui attendaient ses deux petits-enfants aux abords des écoles Lasalle et Rampal a elle aussi été accompagnée de violence, notamment contre les enseignant-es et les parents d'élèves présent-e-s. La directrice de l'école maternelle a été mise en garde à vue pendant sept heures et des poursuites pour outrage à agent et détérioration de bien public (elle aurait tapé sur une voiture de policier !) sont toujours retenues contre elle. L'enseignante, qui s'est adressée au recteur pour obtenir une assistance juridique, comme la loi le prévoit, a reçu une fin de non recevoir. L'attitude du ministre et du Rectorat de Paris a été déplorée par les syndicats qui ont organisé un rassemblement lundi soir et appelé à une journée de grève les enseignants parisiens le vendredi 30 mars. « Les fonctionnaires doivent être défendus par l'institution, affirmait Michel Delattre, secrétaire général de l'Unsa Paris. » On ne peut qu'être atterré de tant de naïveté devant l'incapacité à voir que les deux institutions défendent les mêmes buts ! N'est-ce pas l'Éducation nationale qui est en train d'installer dans les écoles primaires le fichier « Base-élèves » ? Cette immense base de données informatiques sur laquelle les Maires et les directeurs-trices d'écoles doivent rentrer toutes sortes de renseignements, jusqu'ici confidentiels, concernant la nationalité, la langue d'origine, le suivi scolaire ou social des familles organise un peu plus le fichage de la population. A coup sûr, les opérations de ce type en seront facilitées. La mise en place de ce fichier ne rencontre malheureusement que peu de résistance sur le terrain.

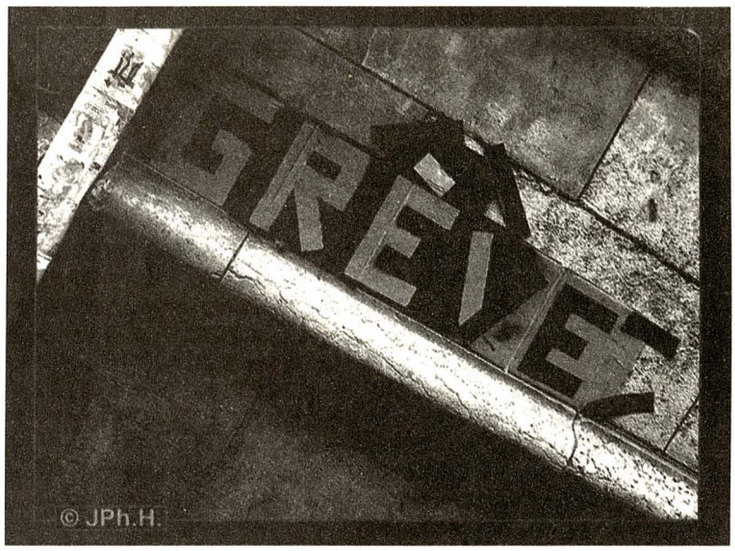
Le sinistre de l'Intérieur a-t-il voulu frapper un grand coup avant son départ et s'assurer une nouvelle audience auprès des électeurs d'extrême droite en cette période électorale ? Toujours est-il que ces rafles confirment la montée en puissance d'un État sécuritaire et que la police ne fait que servir. La violence de celle-ci est d'autant plus choquante qu'elle est indistinctement utilisée contre des enfants, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'existe pas par ailleurs. Il est clair que les préfets sont prêts à tendre des guet-apens pour en venir à leurs fins et que les actes de solidarité vont être eux-mêmes condamnés.

Ce ne sont pas les pétitions qui changeront grand chose. Les sans-papiers, en France comme ailleurs sont pourchassés alors qu'ils sont, aux côtés des populations les plus fragiles, les victimes du désordre économique mondial et des dictatures qui le servent.

De plus, le droit d'asile n'existe plus depuis longtemps et les associations de défense des sans-papiers s'essoufflent bien souvent à la poursuite de régularisations au cas par cas. Le RESF a eu le mérite de porter le débat à un niveau plus collectif, même s'il touche avant tout les enfants scolarisés. Il a également permis de mobiliser des personnes qui jusque-là n'avaient jamais milité, tout simplement choquées par de telles violences et le sort réservé à des populations déjà en souffrance. Les actes de résistance vont continuer et se radicaliser, on ne peut que s'en réjouir. Suffiront-ils à faire prendre conscience que c'est de l'abolition des frontières, de la libre circulation dans un réel partage des richesses que se trouve la solution ?

Virginie Benito
Groupe de Rouen

Nouvelles des fronts



À PLEURER ! Comment s'imaginer une si piètre riposte aux attaques contre le travail organisées par les barons des multinationales ? Les salariés d'Airbus veulent lutter contre Power 8 et les 4 300 emplois supprimés en France, et ils s'imaginent qu'une journée d'action et qu'une manif à Toulouse, Méaulte, Saint-Nazaire suffiront. Itou pour les ceusses qui manifestaient le même jour à Hambourg contre ce programme de réduction des coûts et des effectifs. À se tirer une balle dans le pied ! Les mêmes, quelques jours après, à Bruxelles, Tous ensemble pour ne rien obtenir, mais pour faire du bruit et légitimer la mollesse de la riposte et l'incapacité ou le refus des organisations syndicales d'engager une véritable épreuve de force ? Où est le temps de l'occupation de Sud Aviation à Saint-Nazaire, où est le temps des séquestrations, où est le temps du boycott du transport aérien ? Même « prudence » ante électorale chez Alcatel-Lucent, 12 500 suppressions de postes en Europe d'ici à 2008, un petit tour à Bruxelles, une caresse au Manneken-Pis et retour à la case inefficacité et au satisfecit des bureaucraties syndicales. Certes, il n'est sans doute pas facile de résister aux grandes manœuvres internationales, mais de là à ne faire que dans le symbolique, il y a de la marge. Les frites et la bière ont remplacé le pain et les jeux. Les barons peuvent roupiller sur leurs lauriers, y'a rien à craindre…

Duralex (Orléans), en sursis, mais pour combien de temps pour les 350 salariés menacés par la casse de leur outil de travail ? Peugeot-Citroën, chroniques d'une purge annoncée, 10 000 suppressions d'emplois en Europe à moyen terme, 7 000 en France : les billets pour Bruxelles sont à réserver auprès de la CFDT. Écrémage massif attendu, peut-être disparition des caissières de supermarché. 4 000 postes menacés par les « robots » chez Auchan, combien de milliers d'autres ailleurs ? À quand le retour du luddisme ? (les billets… auprès de…). Le terrible, dans cette affaire, c'est la casse sociale qui va s'ensuivre car trop souvent les caissières sont des femmes, précaires, fréquemment mères et isolées, à temps partiel imposé, sous payées… une mine de nouvelles ex-travailleuses pauvres, de Rmistes à la charge de la collectivité pour ne pas crever… (les cars pour Bruxelles partiront de…). Saint-Nazaire (encore) menaces sur les emplois aux Chantiers navals de l'Atlantique où un spéculateur international menace de se retirer du capital. Bruxelles, c'est encore loin ? Tais-toi et vote !

Et pourtant ils résistent, mais toujours en ordre dispersé, au coup par coup. À quand un mouvement d'ensemble à la fois sur les salaires, contre les délocalisations, pour la dignité du travail ou faute de mieux pour obtenir des primes de licenciement plus importantes comme à l'usine Continental d'Angers, 15 000 euros pour chacun des sacrifiés. Dans la même ville, Thomson, au même moment en vire 250 ! Chanel Pantin (93), ça débraye contre les licenciements, 130 prolos au parfum d'avenir compromis. PSA, ça grève (13 jours) à Aulnay-sous-Bois (93) pour une amélioration des salaires. Ça grève à la SNCF, les uns contre la notation des agents de conduite, les autres (Paris-Nord) contre les trop rares promotions. Ça grève chez les profs contre « la double peine » et le décret Robien qui supprime massivement des postes et quelques décharges de cours. Ça grève chez les intermittents du spectacle contre le nouveau protocole d'assurances-chômage attendu pour le 18 avril. Ça bloque contre le déménagement des machines en Tunisie et les 310 licenciés à l'usine Metzeler (Eure). Ça bloque sur le port de Marseille où les terminaux gaziers et pétroliers sont bloqués par les dockers mécontents. Ça résiste à Charleville- Mézières (Ardennes) où les prolos de Visteon ne veulent pas renoncer à leurs 35 heures. Ça bouge encore à Gustave-Roussy (94), l'institut qui à la cancer de la privatisation.

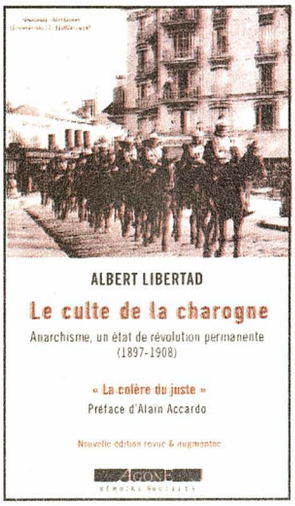
Alors, c'est quand qu'on va tous à Bruxelles leur botter le cul ? Tous ensemble avec les maltraités des 27 pays de l'Union ! Y'aura des frites, de la bière et l'accordéon.

Y'aura aussi les copains de Bayer, le chimiste qui liquide 6 100 emplois dans le monde dont 1 500 en Allemagne. Les ceusses de Dacia en Roumanie qui se sont vus accorder, grâce à une menace de grève, une augmentation de 20 % de leurs salaires de misère. On invitera aussi les copains russes de l'usine Ford de Saint-Pétersbourg (Petrograd) qui, après 15 jours de grève, ont arraché une augmentation de salaires de 14 à 20 %. Y'aura aussi Jacques Prévert qui n'en finit pas de faire l'inventaire de la misère. Y'aura aussi, au moment où les députés « communistes » chinois rétablissent la propriété privée, les 200 ou 300 millions de paysans pauvres, chassés par la misère ou les promoteurs, qui errent sur les routes de l'Empire du Milieu et qui bientôt viendront grossir la main d'œuvre semi-esclave des enclaves économiques. Y'aura aussi les 107 mineurs tués comme au XIXe siècle par un coup de grisou dans une mine pourrie du fin fond de la Sibérie où la vie d'un homme vaut le prix de celle d'un échappé du goulag au temps du petit Père des peuples.

Y'aura aussi Bernard Thibault, si on le jette pas du train, qui dénonce, mais ne fait rien, une « offensive d'ampleur contre le fait syndical » et qui s'inquiète de l'intention de Sarkopen de « s'attaquer au droit de grève ».

Hugues
Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Le bétail électoral



Allez votez, c'est un devoir, disent-ils ! Et le peuple, tel un troupeau bien dressé, va s'aligner docilement devant les abattoirs des espérances que sont les bureaux de votes. Depuis cent ans, les méthodes de nos politicards pour manier le bétail votard n'ont guère changées, tout au plus s'adaptent-elles aux nouveaux médias de propagande que sont la radio, la télé et internet. Mais c'est toujours le même fumier électoral qui engraisse les candidats.

ICI MÊME, j'ai croqué à grands traits le bétail syndical, le bétail patriotique, le bétail des jaunes, le bétail des honnêtes, il faut aujourd'hui que je dépeigne le plus important des bétails, le plus fort par la bêtise, le bétail électoral.

Sur la peau d'âne du tambour nationaliste, sur la baudruche des tambourins républicains, aux cordes de la guitare sentimentalement humanitaire, aux cuivres de la trompette révolutionnaire, voilà que se bat, que se touche, que se donne le rappel du bétail ; c'est le ranz des électeurs qui retentit partout à travers l'espace.

Votez pour Tartempion, votez pour Machin, votez pour Truc. Des affiches multicolores vous rapprochent à tous les coins de rue afin de vous raconter la candeur, l'esprit, la loyauté d'un quelconque candidat.

En peu de lignes, un Gérault-Richard des boulevards extérieurs, un Rouvier de grands chemins, un Marchand du surin et de la pince deviennent des parangons de vertu, d'honnêteté et de douceur.

Le bétail électoral commente la force de la houlette d'Untel, le coup de fouet de Tel autre, le doigté crapuleux de Chose et le coup de gueule tonitruant de Machin.

Le bétail pèse aussi la valeur des promesses faites ; non pas qu'il ignore que jamais elles ne sont tenues, mais pour se donner un peu d'illusion.

La lune, le bonheur, la diminution des impôts, la liberté, autant de chimères auxquelles il ne croit plus mais auxquelles pourtant il lui paraît bon de sembler croire encore.

Il court aux rendez-vous que lui donnent les apprentis bergers après avoir fait un choix au zanzibar du troquet.

Chez les nationalos ou chez les socialos ? Les dés répondent.

Il garnit la salle et il écoute religieusement l'orateur-candidat qui découpe des tranches de bonheur et débite des petits paquets de réformes. Il ouvre la gueule et les oreilles pour en prendre davantage.

« Les alouettes tomberont toutes rôties dans ta bouche ; ton taudis deviendra un palais ; tu auras des rentes à trente ans, dit le candidat. – Ah ! Ah ! Ah ! qu'il parle donc bien, cet homme ! Ce sont des mensonges qu'il nous raconte, mais que cela nous fait du bien de croire un moment que ce sont des vérités », dit le votard.

Quelquefois, il arrive qu'un autre candidat interrompe pour dire : « Ce n'est pas exact, les alouettes tomberont toutes bouillies dans ta bouche. » Et le bétail électoral suit, attentif, le débat passionnant : « Bouillies ou rôties ? Comment seront préparées ces alouettes qu'il ne mangera pas ? »

Alors que tous sont dans le rêve, une voix interrompt brutalement, sans précautions oratoires, les bonimenteurs : « Les alouettes ne tomberont ni rôties, ni bouillies dans ta bouche, nigaud. Et si elles tombaient jamais toutes prêtes, ce serait de par ta bêtise, dans la gueule des candidats. »

Alors, ce sont des cris, des vociférations : « À mort ! qu'on le tue ! qu'on le chasse ! La ferme ! Mouchard ! Agent de la réaction ! Jaune ! Rouge ! Jésuite ! Communard ! »

Celui qui veut jeter la vérité est entouré, bousculé ; les poings se lèvent sur sa tête, on lui crache au visage, on le jette dehors.

Et tranquille, le prometteur détaille le bonheur, offre le paradis et le bétail électoral reprend le fil du rêve qu'il fait tout éveillé, boit à nouveau le vin décevant de l'espérance.

Comme dans tous les troupeaux, il y a les meneurs, les gens du comité. Ce sont ceux à qui le candidat a promis autre chose que la viande creuse de l'espoir. Ils ont mission de « chauffer » la salle, de veiller à ce qu'aucun gêneur ne puisse entrer. Ils préparent le public, ils soûlent de vinasse quelques forts à bras qui feront de leur poitrine un rempart au bonimenteur.

À côté d'eux, il y a quelques sincères : ceux dont la bêtise atteint le dernier degré. Ils font l'appoint le meilleur, ce sont les moutons qui sautent par dessus bord, montrant la voie à tout le troupeau.

Disons-le bien haut : que le bétail électoral soit tondu, mangé, accommodé à toutes les sauces, qu'est-ce que cela peut bien nous faire ? Rien.

Ce qui nous importe, c'est qu'entraînés par le poids du nombre, nous roulons vers le précipice où nous mène l'inconscience du troupeau. Nous voyons le précipice, nous crions « Casse-cou ! ». Si nous pouvions nous dégager de la masse qui nous entraîne, nous la laisserions rouler à l'abîme ; pour ma part même, le dirai-je, je crois bien que je l'y pousserais. Mais nous ne le pouvons pas. Aussi devons-nous être partout à montrer le danger, à dévoiler le bonimenteur. Ramenons sur le terrain de la réalité le bétail électoral qui s'égare dans les sables mouvants du rêve.

Nous ne voulons pas voter, mais ceux qui votent choisissent un maître, lequel sera, que nous le voulions ou non, notre maître. Aussi devons-nous empêcher quiconque d'accomplir le geste essentiellement autoritaire du vote.

Chez les nationalistes et les socialistes, chez les républicains et les royalistes, partout nous devons porter la parole anarchiste « Ni dieux, ni maîtres ».

Et par la raison, et par la violence, il nous faut empêcher la course à l'abîme où nous entraînent la veulerie et la bêtise des votards. Que le bétail électoral soit mené à coups de lanières, cela nous importe peu, mais il construit des barrières dans lesquelles il se parque et veut nous parquer ; il nomme des maîtres qui le dirigeront et veulent nous diriger.

Ces barrières sont les lois. Ces maîtres sont les législateurs.

Il nous faut travailler à détruire les unes et les autres, dut-on, pour cela, disperser au loin le fumier où poussent les députés, le fumier électoral.

Libertad

in L'Anarchie, n° 54, 19 avril 1906

Albert Libertad, *le Culte de la charogne*, Agone, 512 p., 23,75 euros, octobre 2006.

La démocratie comme science-fiction de la politique

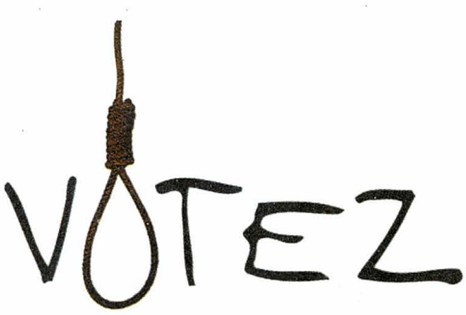
Louis Janover

LA DÉMOCRATIE repose sur une fiction alors que la science politique a pour but de nous faire croire à son existence. Avec le triomphe incontesté, sinon incontestable, du capital-monde et le nivellement des différences, on assiste à la venue tant attendue du divin enfant, du citoyen. Un homme universel est enfin né et la démocratie est devenue le véritable espace politique de notre société, son horizon indépassable.

Ce règne de l'égalité fictive, cette fiction démocratique, atteint donc son apogée au moment même où les inégalités réelles ne peuvent plus être masquées par des faux-semblants. D'un côté, les grands principes de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclament l'égalité entre les citoyens, de l'autre, ils s'accommodent de l'inégalité la plus féroce des conditions sociales. Et la vertu citoyenne ne cesse de faire la morale au Vice du marché! C'est pourquoi rien ne donne mieux le ton de notre époque que l'ouvrage d'un auteur de science-fiction, *Oméga* de Robert Sheckley. Il décrit une société où le droit est vénéré. Le but est de protéger les personnes en faisant respecter leurs droits d'une manière rigoureuse. Mais une fois qu'on est sûr que les choses se passent dans le respect des règles de l'art, advienne que pourra. On peut tuer, pressurer, torturer, exercer toutes les formes de violences imaginables, là n'est pas le plus important. Ce qui importe ce sont les *droits*, pas les victimes. Si vos droits n'ont pas été enfreints et s'ils permettent qu'on vous tue, mais dans le cadre légal, alors la démocratie est respectée. Démocratie, ceux qui vont mourir te saluent!

Ce que Robert Sheckley inscrit dans un contexte de science-fiction, on le retrouve exposé, en termes plus ou moins savants, dans tous les ouvrages de philosophie politique. Ils vous expliquent doctement que quelles que soient les violations du droit et les entorses, la démocratie bourgeoise contient ce que tel casuiste, issu comme tant d'autres du trotskisme, appelle le principe de l'affirmation du droit. Ajoutons qu'elle contient aussi le principe qui légitime la négation de ce droit, et que cette négation est bien plus qu'un principe. Elle est tout simplement la réalité de l'exploitation et le ressort de la répression, contradiction que la science-fiction fait apparaître avec réalisme, et que la philosophie politique s'évertue à occulter… scientifiquement. En brodant notamment sur l'idée de servitude volontaire, reprise non sans quelque imprudence de La Boétie, et associée de mille manières aux deux questions complémentaires: Pourquoi ne se révolte-t-on pas? Pourquoi la majorité donne-t-elle à ses maîtres pouvoir sur son propre sort? Interrogation absurde et néanmoins considérée comme une évidence! Elle pose l'existence du tyran et elle demande ensuite pourquoi on ne se révolte pas. Mais le tyran est là précisément pour rendre la révolte impensable et impossible, donc parce qu'il y a possibilité de révolte.

Jusqu'à ce que « l'invention démocratique » installe son égalité-Potemkine, le simple corps du tyran était formé de tous les serviteurs dont il s'incorporait le pouvoir, et qui soutenaient son glaive et sa couronne. Ils étaient à la fois les attributs et les victimes de sa puissance, l'expression d'un rapport de forces brutal et visible de tout un chacun. Mais le tyran actuel se drape dans un manteau, le vrai manteau impérial, tissé des millions de bulletins de vote déposés dans l'urne, que ce soit en sa faveur ou même contre lui. Il se couvre des deux et c'est ce qui fait sa puissance inégalée. Ce sont ces bulletins de vote qui lui confèrent l'invulnérabilité. C'est en leur nom qu'il peut user légitimement du glaive quand on touche au droit de propriété privée et aux intérêts économiques tout-puissants. Le tyran absolu n'attend pas d'être investi par la volonté populaire pour se croire légitime. L'onction de Dieu ou de ses pairs lui suffit, mais il n'en est que plus fragile. Nul souci de ce genre n'embarrasse le tyran anonyme! Le pouvoir souverain qui est acquis au nom du peuple rend illégitimes tous ceux qui le contestent et donne à ceux qui en sont les détenteurs la quasi-certitude que rien ne peut le remettre en cause.



On parle de l'acte fondateur de la démocratie, de cet acquis sacré que furent droit de vote et suffrage universel, et des sacrifices consentis pour l'obtenir! On a pu croire, en effet, à tort ou à raison, qu'on tenait là l'instrument nécessaire pour procéder à un véritable changement de société. En réalité, ces nouvelles formes d'expression démocratiques furent surtout utiles pour légitimer l'existence et la permanence d'un nouveau statut social de l'inégalité et se débarrasser des questions gênantes – et, s'il en était besoin, des gêneurs. Qu'en est-il maintenant, alors qu'une chose est indubitablement acquise: aucune des réponses sorties des urnes ne peut changer l'ordre des choses et elles sont faites au contraire pour le réassurer?

N'est-ce pas justement à cela que veillent désormais les intellectuels dits de gauche, qui suivent pas à pas l'itinéraire de leur classe. Après avoir exploré tous les chemins de la contestation, de mai 1968 à mai 1981, de l'autogestion à l'association, du PC au PS, du camarade au citoyen, en passant par Mao, Castro ou par une autre des multiples variétés de l'alterstalinisme, ils sont revenus de tout, et s'accommodent de n'importe quoi et de n'importe qui – pourvu que le nouveau maître investi par leurs suffrages conserve l'essentiel de leurs propres acquis. Rien d'étonnant qu'au bout de la dégringolade électorale qui les a conduits au degré zéro de la conscience politique se dresse au-dessus des autres figurants utiles une nouvelle figure, ce troisième larron de l'histoire qui prend à tous pour que tout recommence, ou continue. N'est-il pas le mystère révélé des métamorphoses de ces intellectuels qui, entre gauche, droite et centre ne savent plus à quel saint se vouer. Et pour cause: cette Sainte Trinité électorale n'est qu'une même personne en trois, preuve qu'en dépit de leurs palinodies, nos chantres sont d'une fidélité aveugle: ils adorent et servent toujours le même maître qui s'offre à eux sous différents déguisements pour les dispenser de le nommer tel qu'en lui-même. Il en est du Capital comme du Méphisto du *Faust* de Goethe. Il n'est jamais si présent dans le monde qu'après avoir adopté la mode des faux mollets grâce auxquels son pied fourchu passe inaperçu.

Aussi n'existe-t-il aujourd'hui qu'un seul acte de refus capable d'ébranler cette pyramide d'impostures et d'imposteurs, de saper à la base cette légitimité factice sans sortir de la logique démocratique: une sécession qui serait dans le monde moderne l'équivalent de ce que fut le retrait de la plèbe dans la Rome antique. Voilà pourquoi, dans notre système de représentation, le mal absolu c'est l'abstention consciente, le refus de participer, et tout tourne autour d'une figure du pire qui ramène les gens aux urnes au nom du moindre mal.

La sécession, c'est une manière d'échapper à un système complètement sclérosé, qui fait tourner les choix politiques dans le même cercle vicieux; c'est la démocratie prise au pied de la lettre, le droit du citoyen de refuser de se dessaisir de la seule arme en sa possession. Ce geste annule la délégation de pouvoir sans contrevenir au principe démocratique lui-même, puisqu'il affirme un droit imprescriptible: le pouvoir délégué qui n'est pas respecté doit être retiré immédiatement au mandataire et restitué au mandant. Et au-delà de cette limite...

On entre dans le domaine de la vraie démocratie, la démocratie directe qui revient à la source de la pensée démocratique et prend le risque de poser la vraie question. Non pas pour qui ou contre qui voter, mais: Pourquoi voter? Qu'est-ce qui peut arriver quand les citoyens refusent que leurs voix soient utilisées encore et toujours pour défendre des intérêts contraires aux leurs; et qu'ils en tirent enfin les conséquences en donnant un sens « politique » à leur geste?

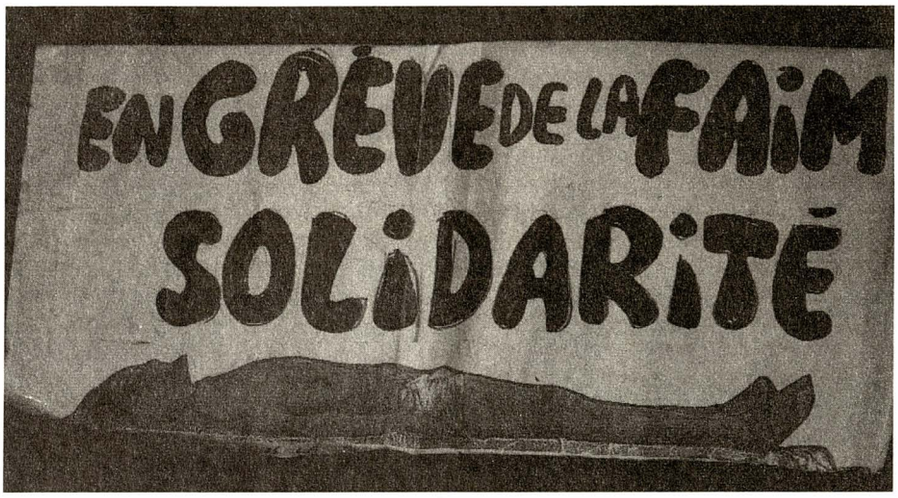
– Une révolte?

– Non, sire, une révolution!

L. J.

Louis Janover, *la Démocratie comme science-fiction de la politique*, 144 p., 10 euros.
Vient de paraître aux Éditions Sulliver, 11, rue Gambetta, 13200 Arles.
www.geocities.com/editionssulliver

Casquette contre les gros bonnets



La révolte des pauvres

Communiqué de Casquette

Depuis le 17 mars 2007, je fais une grève de la faim afin de faire comprendre aux gouvernants que leurs fausses promesses non tenues ne nous intéressent plus.
Il est temps désormais que les pauvres se regroupent afin de se révolter et de par leurs actions pacifiques obligent le gouvernement à remettre en juste place le système social, de respecter les lois qu'ils ont votées mais dans les faits non appliqué.
Les pauvres se révoltent afin de ne plus subir le diktat de l'ordre établi visant à faire deux classes sociales, celle des très pauvres, celle des très riches.
La révolte des pauvres a commencé.
Plus nombreux nous serons, plus nous vaincrons pour sortir de la misère où nous plonge le système établi.

Casquette

LE TEMPS N'EST PLUS à courber l'échine et regarder le sol. Redressez-vous et devenez un fronton contre lequel ils butteront ! Ce mur sera la révolte des pauvres.

Les gouvernements, de quelque couleur qu'ils soient nous ont mentis, trompés et spoliés. Ils veulent asservir plutôt que servir.

Pour nous, ils ont servi légumes cuits à l'eau, taxes et spoliations.

Pour eux, argent issu de système douteux, résidences de luxe, train de vie de nababs et veaux gras aux repas.

Le temps est révolu.

Que nous faut-il faire pour avoir notre salut ?

Courber plus encore l'échine et ramper ? Travailler et vous reverser la moitié du salaire ?

Ne se nourrir que d'OGM en attendant la piqûre finale par vous édictée ?

Sans doute est-ce là votre vue du pouvoir. Elle a été votre utopie et vous avez tenté de la faire.

En partie, pour un temps, vous avez réussi.

Mais ce temps est révolu.

Les pauvres se redressent et marchent droit sur les marches de votre Elysée, devenu désormais Mont Parnasse.

Le peuple va gronder comme tonnerre.

Il ne veut plus obéir à vos ordres.

Ce combat sera la révolte des pauvres. Cette révolte aura comme tocsin le glas de la misère et derrière tous ceux qui vivent la pauvreté issue des appétits ministériels. Vous avez régné, promis, parlé, mais pas agi !

Nous ne croyons plus à vos mots fourbes et faux. Miels pour mouches électorales servent à mieux piéger.

En ces temps électoraux, de loups vous devenez agneaux.

Qu'en est-il de vos promesses ?

Lois de réquisition jamais appliquées,

RMI devenu couperet des libertés,

Carte vitale et CMU, piège à gogos,

Tous systèmes pour ficher, encarter et contrôler.

La misère désormais va frapper.

Vous minorité nantie, vous qui manifestez à notre égard épris et dédain, sans doute pour cacher vos peurs et vos angoisses d'avoir un jour cette fracture qui vous conduira dans nos rangs,

Que vous le vouliez ou non, elles sont en vous et vous paralysent mieux que le venin d'un serpent monétaire.

Vous instaurez entre vous et nous une barrière pour penser vous protéger.

En réalité, nous sommes votre protection contre le miroir de la société que vous craigniez devenir.

Que la misère soit pacifique vous dérange, vous aimeriez la voir violente, réprimée par la force de votre ordre qui, comme vous, obéit aux ordres.

Que ressort-il de ces combats ? Un dirigeant qui a collusion et menti pour avoir la vox populi lui apportant puissance et gloire.

Nous n'en voulons pas.

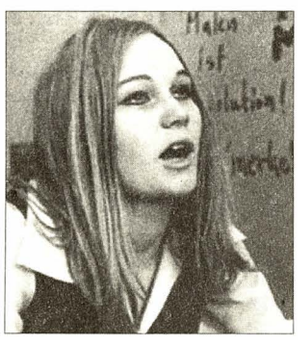
Le peuple de la misère a désormais appris à crier le mot *liberté* !

Casquette
En grève de la faim ce mois de mars 2007
Sous une tente bleue, 52, quai de Jemmapes, Paris

brèves de combat

Brigitte Mohnhaupt libérée

Tandis que Sarkozi a fait arrêter Battisti au Brésil et que les quatre d'Action Directe meurent à petit feu en prison, l'Allemagne vient de libérer Brigitte Mohnhaupt de la RAF, condamnée en 1985 à la réclusion à perpétuité pour 9 assassinats, dont celui d'Hans-Martin Schleyer (patron des patrons et ancien nazi). Elle n'a jamais regretté publiquement ses actes, alors que l'État français demande à Nathalie, de faire acte de repentance, du jamais vu depuis le procès de Jeanne d'Arc !



Récupérons l'outil de travail

Des salariés de Metzeler (Eure), sous-traitant Renault, bloquent l'accès de leur entreprise pour empêcher leurs machines d'être délocalisées vers la Tunisie. 310 emplois sur 940 sont menacés.

Jean-Paul II statufié

Le Collectif laïque lutte contre l'érection d'une statue de 8,75 mètres à l'entrée du village, à l'effigie de J.-P. II l'assassin, responsable des 10 000 morts par jour du sida. Érigée dans un lieu public, elle sera financée par les impôts locaux versés par les habitants, pratique !

Patrons décomplexés

5 salariés Renault du Mans ont reçu une lettre les menaçant de licenciement, pour avoir participé à tous les débrayages et grèves contre un accord de flexibilité. La CGT dénonce : « l'intervention de commandos de cadres et du directeur de l'usine en tenue de protection, armés de boucliers en plastique. Ils ont filmé les grévistes, fait des doigts d'honneur et arrosé aux lances à incendie ».

Violences faite aux femmes

2 000 manifestants, c'est peu, quand on sait qu'1 femme meure tous les 3 jours sous les coups de son compagnon. Le 3919, nouveau d'urgence envisage atteindre les 62 400 appels en 1 an ! 70 % d'entre eux proviennent de victimes de violences psychologiques, privation de nourriture, coups sans laisser de traces. Les femmes battues prétendent « tenir pour leurs enfants et ne pas subir de représailles », leurs plaintes sont classées sans suite, on constate un manque d'hébergement, médical et judiciaire.

Sans-papiers à Orléans

80 sans-papiers ont investi une auberge de jeunesse, propriété de la ville, fermée depuis 2000. Attendus par la police, grâce à leur détermination et aux soutiens, ils ont pu rester. Les clandestins refusent de « vivre cachés, offrant ainsi une main d'œuvre sur mesure aux patrons ». La préfecture, sur demande de l'Église réformé d'Orléans et de la mairie leur envoie la police, mais la lutte continue !

Foire à l'intégrisme

« Jeune, branché, résolument moderne » ... La parade avait cependant pour mot d'ordre : « non à l'homoparentalité » et rassemblait l'association familiale catholique et la Fondation Jérôme Lejeune. Le militant anti-avortement, fervent catho décédé en 94, que Benoît l'araignée souhaite béatifier, tout comme JPII l'assassin ou, encore, le commissaire italien ayant défenestré un anarchiste en 70 !

Discrimination « tout court »

Le Bureau international du travail révèle que 4 fois sur 5, un employeur préfère embaucher un candidat « d'origine hexagonale », plutôt que maghrébine ou noire africaine (tous Français et de niveau d'étude et expérience égale). Près de 90 % sont évincés, avant que l'employeur ne les ait rencontrés.

Bayrou et les séropositifs

François Bayrou refuse de rencontrer les associations de malades. Act-Up Paris le prend comme une insulte, à moins que le candidat n'ait rien à dire sur le sujet, ce qui est encore pire !

Transphobie et homophobie

Le maire de Rueil refuse de marier deux transgenres, une d'elles n'étant pas reconnue comme femme par l'état civil et va jusqu'à demander une expertise médicale. Il justifie son refus pour soupçon de mariage blanc (une des prétendantes est Argentine). Pour sa part, Le Pen compare les homosexuels du Marais à « des chapons qu'on peut chasser toute l'année sans contrainte de dates d'ouverture et de fermeture ». Enfin, Roger Hanin, soutien de Sarkopen : « Il y a les homosexuels formidables, que j'aime, de vrais hommes et les tapettes, des petites friandises, qui ne m'intéressent pas ». Les clichés se portent bien !

Misère, misère !

Lors de l'hiver 2005-2006, les Restaurants du cœur ont accueilli 700 000, soit 3 % de plus, que l'hiver précédent.

Sexualité : inégalités sociales

Selon le CNRS, les femmes couchent plus tôt que les hommes, à 17 ans 1/2, 4 % avouent goûter au joies lesbiennes, 2/3 pour la fellation, après 25 ans. 40 % des hommes pratiquent la masturbation contre 20 % des femmes. Pour l'Inserm c'est dû au fait qu'on oppose une sexualité féminine relevant de l'affectivité et de la conjugalité à une masculine orientée vers la diversité et le plaisir physique.

Santé : handicapés pénalisés

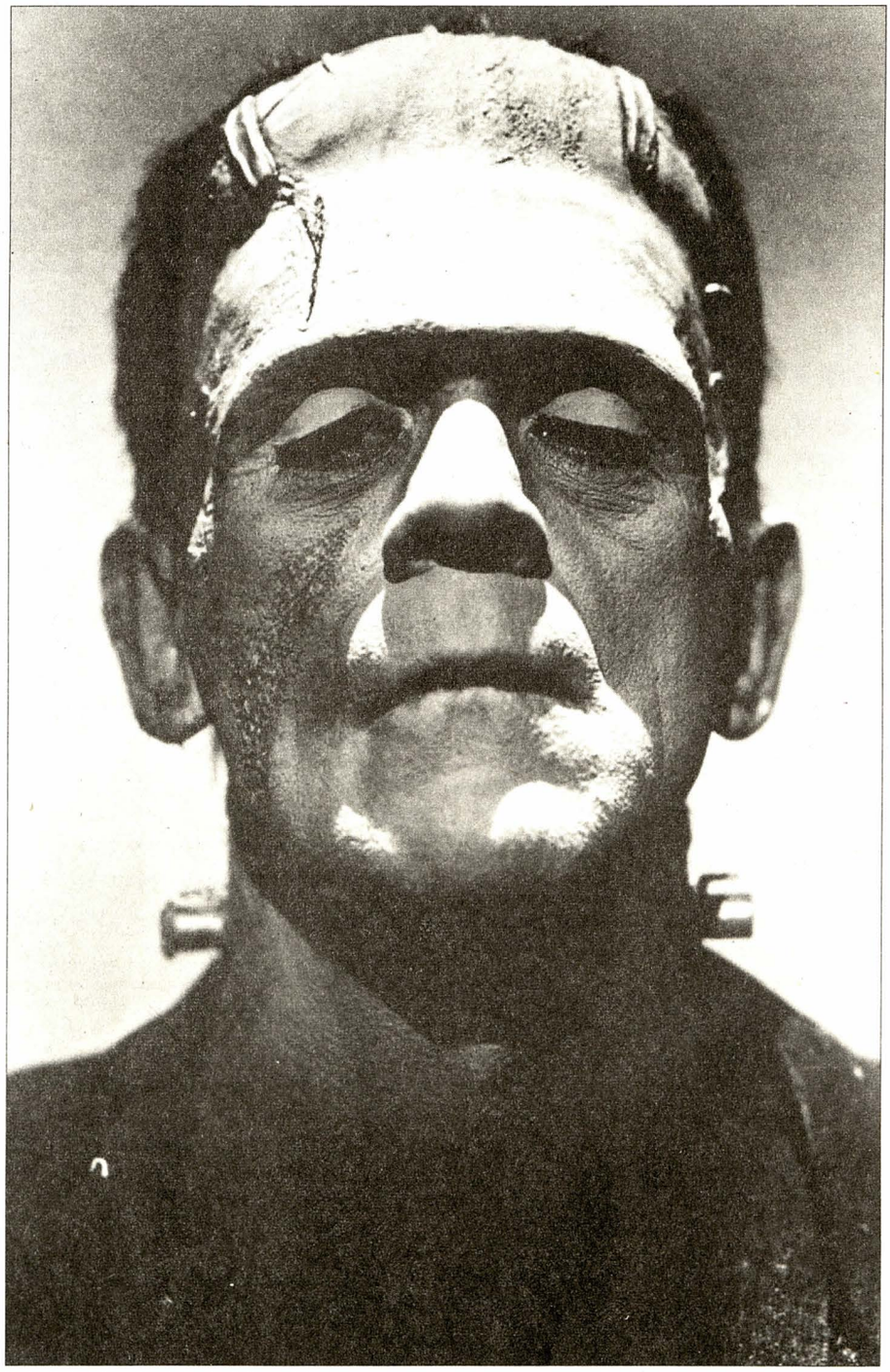
quatre autistes de Seine-Saint-Denis se sont refuser une prise en charge des factures d'ambulances. Ils ont saisi le tribunal administratif qui rendra sa décision en 2008 (d'ici là ils auront les mollets musclés) ! L'association Envol interpelle les pouvoirs publics : « les familles en ont assez d'être les otages d'administrations qui ont le temps et les moyens de faire traîner la justice des années ».

Homophobie policière

Des agents gays et lesbiennes dénoncent les comportements homophobes au sein de la police : « les problèmes de harcèlement continuent sans réaction de la hiérarchie et les cours de sensibilisation n'ont jamais vu le jour ». Pour en finir avec l'homophobie, supprimons la police !

La fracture sanitaire

L'État est monté en puissance dans l'organisation de la casse des services publics. Le secteur de la santé public en fait les frais. Prétextant une solidarité sit disant devenue impossible par l'opération du Saint Esprit, le pouvoir offre l'activité rentable au secteur privé. À charge pour la collectivité d'assumer le plus coûteux. Sa destruction accélérée a même un nom de baptême: *Plan 2007*.
Plus que jamais, l'écart entre nantis et le reste de la société augmente de façon dramatique tant pour les usagers que pour les personnels. Ce dossier ambitionne de vous présenter quelques facettes des enjeux de la santé d'aujourd'hui.



Boris Karloff dans *Frankenstein* de James Whale.

Des toubibs causent dans le poste

Samedi 7 févier, dans Chronique syndicale sur Radio libertaire, Hugues recevait Mohamed El Khébir et Jean-Michel Bénazeraf, deux médecins hospitaliers et militants syndicaux, venus présenter et expliquer les enjeux pour les hôpitaux publics des réformes réunies dans le plan 2007.

MOHAMED : Avant d'aborder les différents éléments de ce plan quinquennal qui vise de manière subtile, à privatiser le service public hospitalier, il serait bon de rappeler l'état de crise multiforme dans lequel ce secteur de la santé à été conduit au fil des années passées.

Tout d'abord, citons un déficit énorme de l'ordre de six cents millions d'euros reconnu par l'autorité hospitalière [1]. Ensuite, un manque criant de personnel avec une grande difficulté pour recruter du personnel infirmier et médical qualifié. On a d'une part, un nombre limité d'accès des étudiants en deuxième année d'études de médecine et d'autre part, une crise des vocations aux métiers d'infirmiers et infirmières. Et puis, une détérioration des structures hospitalières dont la plupart ont été pensées dans les années soixante-soixante dix et qui ne répondent plus correctement aux besoins d'aujourd'hui. Et enfin, des restructurations notamment immobilières, des missions hospitalières nouvelles, des investissements de plus en plus coûteux et des prises en charges de plus en plus complexes. Voilà à grands traits le tableau de l'hôpital public.

HUGUES : Pour compléter le tableau, rappelons la mise en place du forfait hospitalier [2] pour les patients hospitalisés et enfin le trafic de main de la main d'œuvre auquel se livre les patrons hospitaliers avec les médecins étrangers et infirmières venues d'ailleurs sous-payés par rapport à la ligne de responsabilité qu'on leur demande de tenir.

MOHAMED : Il n'est pas aisé de dire si cette situation très tendue a été forcément voulue en tant que telle. Mais on a laissé les choses se gâter au fil des années pour mieux amener aujourd'hui des transformations de l'hôpital public en un service d'intérêt général derrière lequel se profilent les intérêts privés. La résultante de tout ceci est un combiné de réformes. Mises en œuvre par Mattei dès 2002, et suivies des projets d'inspiration libérale. Il y a eu trois grands axes au projet hôpital 2007.

L'externalisation d'une partie des activités aboutit à une dégradation du service et cause une grande souffrance au personnel formé pour cela et qui était inscrit dans une équipe de travail hospitalier.

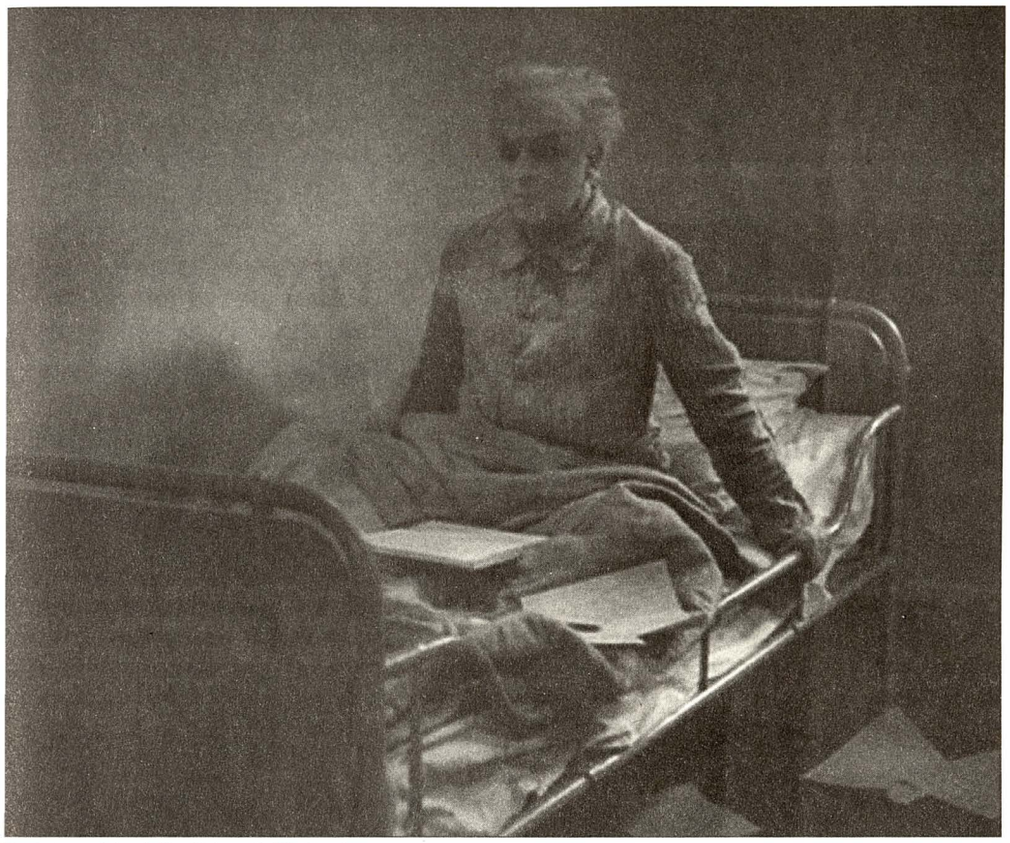
D'abord l'immobilier. Mattei avait annoncé avec ampleur un déblocage de six milliards pour la rénovation immobilière. En fait, cette mesure consiste à autoriser les hôpitaux à faire appel au crédit à hauteur de 70 % de cette somme et à permettre aux entreprises du BTP de se placer sur le marché porteur de réhabilitation…

Dans ce même aspect immobilier, il y a aussi l'autorisation des sociétés privées à effectuer et vendre des prestations faites auparavant par du personnel qui relevait de la fonction publique. C'est-à-dire, l'externalisation du ménage, de l'hôtellerie et de la restauration qui aboutit à une dégradation du service rendu. Service effectué par le même personnel cette fois salarié d'employeurs privés qui exigent un travail en temps réduit et limité à huit minutes, sans adresser la parole aux malades et aux proches. C'est la cause d'une grande souffrance pour ces femmes et ces hommes formés pendant des années pour mettre en œuvre un savoir faire inscrits dans une équipe de travail hospitalier à part entière.

JEAN-MICHEL : Un autre axe du plan 2007, c'est la transformation de la tarification et l'abandon programmée de la dotation globale (mode de financement pré existants des hôpitaux). Tout d'abord, le principe de la tarification à l'activité (la T2A) est un nouveau mode de calcul [3]. Jusqu'à hier, l'hôpital recevait un budget global réparti en budget par service. Les contraintes économiques de plus en plus sévères étranglaient progressivement les hôpitaux publics. La nouvelle logique consiste à doter le budget en fonction de la quantité d'actes. C'est une logique de « *production de soins* » qui implique le classement des malades en groupes de séjour correspondant à des standards. Par exemple, telle pathologie devra être traitée en tant de jours et à tel coût ! L'hôpital recevra une dotation budgétaire en fonction du nombre de patients entrant dans ces groupes.

HUGUES : Les hôpitaux ne seraient plus financés à priori sur des budgets mais à posteriori sur des résultats ?

JEAN-MICHEL : Il y aura forcément un travail de prévision et un financement basé sur l'activité.



Das testament des doktor Mabuse de Fritz Lang.

En soi, ce n'est pas aberrant de financer l'hôpital en fonction de l'activité. Le problème c'est que cette tarification se fait selon un moule unique et en dehors d'études des besoins des populations sur le terrain. Prenons le cas d'une pathologie simple. Si comme prévu vous êtes capables de sortir au bout de trois jours, le service pourra effectuer un certain nombre d'actes rémunérateurs pour un court laps de temps. Maintenant, si on change de bassin de population, étant issu d'un milieu socialement et familialement défavorisé, vous risquez de devoir séjourner plus longtemps dans le service hospitalier pour le même type de pathologie. Le service concerné traitera moins de patient, sera moins rentable et aboutira à la réduction ou l'exclusion d'un certain type d'interventions médicales et chirurgicales.

La nouvelle logique qui consiste à doter le budget hospitalier en fonction de la quantité d'actes est une logique de production de soins.

Hugues: Ou alors mettre les patients dehors plus rapidement comme c'est le cas dans les maternités?

Jean-Michel: Dans les maternités, c'est une dérive depuis plusieurs années qui consiste à mettre les femmes dehors à J +1 ou J +2 alors que la déprime post partum n'apparaît généralement qu'à partir du troisième jour. En fait ce qui devrait normalement être pris en charge par le service hospitalier se fait exclure sous prétexte de consommation de temps et de moyens insuffisamment rentables. Pour bien illustrer le sens de cette dérive le professeur Grimaldi [4] déclarait que dans le cas d'un patient atteint de diabète avec de graves complications il sera plus rentable avec le nouveau système d'amputer le pied du malade plutôt que de passer du temps pour lui éviter l'amputation. On fait face à une nouvelle logique!

Hugues: Ne risquons-nous pas d'avoir les hôpitaux qui ne proposeraient d'actes que ceux qui seraient rentables? Avec la conséquence d'envoyer les patients se faire soigner où ils pourront?

Jean-Michel: C'est la menace, d'ors et déjà les hôpitaux publics sont en train de se débarrasser d'une partie de la chirurgie pour la donner au privé. Ce dernier prend en charge tous les actes codifiés et standardisés mais dès que le patient va nécessiter des soins beaucoup plus lourds et séjourner plus longtemps, il est retourné vers la case départ au moyen d'un SAMU. C'est-à-dire vers l'hôpital public qui a l'obligation de prendre en charge vingt quatre heures sur vingt quatre l'ensemble de la population. Et puis, les vocations des établissements du public et du privé ne sont pas les mêmes. Les missions et les investissements non plus: le public entretient en son sein la formation et la recherche.

Mohamed: Le danger du financement à l'activité est que les hôpitaux recherchent la rentabilité et se mettent en compétition entre eux et le privé avec le risque d'abandon de telle ou telle activité pour insuffisance de rentabilité. Le grand danger est que les hôpitaux s'orientent vers des activités de soins les plus rentables et laissent de côtés les patients atteints de polypathologies lourdes comme par exemple les personnes âgées qui sont acheminées vers des filières de soins tout autres.

Hugues: Vous avez évoqué au titre de cette réforme Hôpitaux 2007 la gouvernance hospitalière. De quoi s'agit-il? Et quelles répercussions va-t-elle engendrer pour les personnels et les usagers?

Mohamed: La gouvernance c'est le nouveau mode de fonctionnement de l'hôpital. Jusqu'à maintenant les hôpitaux étaient organisés par services (chirurgie, médecine, avec des spécialités) dirigés par des chefs de services. Ils se retrouvaient en commission médicale d'établissement qui donnait les grandes directives sur l'organisation et les projets hospitaliers. Cette structure étant chapeautée par le conseil d'administration de l'hôpital présidé par le maire de la commune. Cette organisation est remise en cause par le plan 2007.

Jean-Michel: La restructuration consiste à réorganiser en pôles, super structures regroupant différents services pour lesquels nous aurions aimé qu'ils soient dotés de liens fonctionnels mais ce n'est hélas pas forcément le cas.

Mohamed: Oui, parce que l'objectif annoncé par les gouvernants est de décloisonner les services pour permettre une prise en charge plus logique du patient mais la réalité est toute différente.

Jean-Michel: Donc, ces regroupements de services sont dénués de liens fonctionnels entre eux qui auraient pourtant permis par la transversalité une meilleure efficacité de soins. Ces pôles sont construits autour d'objectifs, de moyens et avec un budget. Ils devront rendre compte de leurs activités à la direction administrative de l'hôpital avec des contraintes fortes. N'oublions pas que 70 % des coûts de fonctionnement des hôpitaux sont constitués par les salaires (coût de la main-d'œuvre). Donc les salaires sont la première variable d'ajustement. La flexibilité est mise en place: les personnels ne vont plus être membres d'un service mais d'un pôle avec possibilité d'être déplacés d'un jour à l'autre ou d'un mois à l'autre de tel à tel autre pôle. Avec toutes les complications de conditions de travail et de vie non souhaitées par le personnel que cela implique. Sachant aussi que si les projets du pôle ne sont pas atteints, il y a alors possibilité de diminuer les effectifs du personnel.

Un autre aspect de cette réorganisation est matérialisé en début d'année par le décret d'application du nouveau statut du praticien hospitalier. Les médecins hospitaliers seront nommés par le directeur sur un contrat d'objectifs avec une part variable du salaire liée à la réalisation des objectifs. Le médecin devient un commercial qui doit produire du soin selon un entretien annuel avec le dirigeant du

pôle. Le budget du pôle étant fonction des résultats financiers, il y aura possibilité de ne pas garder de poste médical. À cet égard une structure nationale vient d'être créée : le centre national de gestion des médecins hospitaliers. Si un praticien ne remplit pas ses objectifs de volume d'activités on lui « tirera l'oreille » et surtout sa part variable du salaire sera remise en cause. Cette répartition de salaire variable de 2 % (aujourd'hui) est laissée à l'appréciation et au bon vouloir du chef de service en fonction des bons résultats. On vous laisse imaginer les dérives de pratiques d'un pareil système. Soyons clairs, personne n'est opposé à une évaluation des activités mais cela n'a rien à voir avec l'individualisation des salaires qui est une énorme nouveauté dans le monde médical.

Hugues : Nous savons combien cette individualisation des salaires à été néfaste dans d'autres secteurs du monde du travail : éclatement des collectif de travail, les salariés mis en concurrence entre eux, laissant la part belle à la direction pour faire court.

Rendons hommage à l'ensemble des personnel médical et paramédical. Malgré leur volonté de faire bien, ils ont l'impression de pouvoir faire face de moins en moins bien à leur mission.

Mohamed : On aboutit à une contractualisation individuelle pour chaque employé poussé ainsi à une exigence de plus grande productivité. Après le scandale du sang contaminé, on a vu le Centre national de transfusion sanguine devenir l'Établissement français du sang qui est un établissement public industriel et commercial avec des missions de service public mais avec un statut de droit privé. Un directeur va devoir non seulement être administrateur mais également être un manager entouré de co-managers que seront les chefs de pôle, fonctionnant eux-mêmes sur des objectifs avec la possibilité de faire sous-traiter une partie de l'activité. Par exemple, le pôle logistique abandonne une partie de ses laboratoires au privé. Il y a déjà des hôpitaux qui ont laissé la stérilisation des blocs opératoires à des entreprises privées.

Jean-Michel : Autre point important : cette logique de seule recherche de rentabilité se traduit en grande souffrance de beaucoup de personnel. Celui-ci est directement touché par le manque d'effectifs, les suppressions de week-end et de JRTT [5]. Il faut rendre hommage à l'ensemble des personnel médical et paramédical. Malgré la volonté des équipes soignantes de faire correctement leur travail, ils ont l'impression d'accueillir et de pouvoir faire face de moins en moins bien à leur mission. L'étiolage de la relation humaine dans ce milieu qui devient très inquiétant.

Mohamed : Derrière cette nouvelle gouvernance hospitalière pointe la transformation progressive des personnels titulaires en personnels de contrat privé. Dans les dix ans à venir, c'est presque la moitié des personnels qui vont partir à la retraite. Il est évident que la population qui va du reste partiellement remplacer ces effectifs sera sous statut contractuel privé !

Hugues : Pourriez-vous évoquer un personnel médical particulier car étranger qui est employé pour un salaire inférieur à celui d'autres collègues sur les mêmes tâches ?

Jean-Michel : Nous sommes environ un peu plus de vingt mille médecins hospitaliers. Nous vivons une pénurie de médecins. La Dress [6], a évalué à neuf mille au lieu des sept mille actuels, le nombre de médecins qui devraient sortir de faculté pour enrayer d'ici douze ans la crise démographique. Or, nous avons six mille médecins aux diplômes obtenus hors Union européenne, les Padu, qui travaillent parfois depuis cinq, dix, quinze ans en France avec des statuts qui n'en sont pas et touchent pour le même travail 40 % de rémunération en moins.

Parmi eux, il y en a mille cinq cent à deux mille sur lesquels des hôpitaux reposent entièrement compte tenu de leurs disciplines exercées. Or, en plus de leur cursus initialement effectué dans leur pays d'origine, ils exercent leur spécialité sur la base de diplôme de spécialité acquis en France au même titre qu'un médecin sorti de faculté française ! Mais on leur refuse l'exercice dit de « plein droit » et ils pratiquent leur art sous une sorte de tutelle du chef de service avec des contrats précaires laissant libre cours à toutes les pressions et menaces de licenciement. Il s'agit d'une véritable exploitation de main d'œuvre médicale à bon marché.

Une des revendications de notre collectif de médecins CGT est de permettre, à ces collègues de présenter leur dossier pour obtenir l'accès à l'exercice de « plein droit » selon le principe de la validation des acquis en vigueur dans beaucoup de secteurs d'activité, avec la reconnaissance de leurs pairs et des patients. Le ministère de la Santé et le conseil de l'ordre se livrent à un ping-pong pervers en attribuant chaque année ce droit de façon régalienne et très limité.

Hugues : C'est tout dans l'intérêt de la direction de la santé publique, ils sont précaires et donc moins revendicatifs, ils dont moins bien payés donc la masse salariale s'en trouve allégée, et leur étude pour une part ont été payées par leurs pays d'origine. Donc c'est tout bénéfice pour l'Hexagone !

Mohamed : Pour conclure. On s'aperçoit que les grands oubliés de cette réforme sont ceux qui étaient au centre du prétexte, à savoir les malades ! Compte tenu d'une population vieillissante et des besoins de santé différents de ceux d'il y a vingt ou trente ans, nous estimons nécessaire des soins de suite, des lits en médecine générale, et pas forcément plus de lits en médecine ultra spécialisée et de matériels ultra sophistiqués. La priorité devrait être surtout à l'accueil dans les meilleures conditions des personnes âgées présentant souvent des polypathologies engageant des soins simples d'accompagnement, de rééducation, de suivi et de prévention. La santé a besoin d'une médecine de proximité, de plus de médecins généralistes pouvant être de véritables médecins référents coordonnant l'ensemble des soins. Or c'est tout le contraire ! C'est-à-dire la destruction de la médecine généraliste au profit d'une grosse machinerie animée d'une logique financière découpant le patient en « tranches » par pathologies au lieu de sa prise en considération globale.

On nous assène un discours idéologique *« la solidarité n'est plus possible car trop chère, et les valeurs de partage n'ont plus leur place...»* C'est ce que nous refusons !

Jean-Michel : J'ajouterai que, pour ce qui est du service public en général et du service hospitalier en particulier, leurs acteurs comme les usagers sont confrontés à un discours idéologique assénant « *qu'il n'y a plus de solidarité possible car trop chère, qu'on ne doit plus raisonner comme avant et que les valeurs de partage n'ont plus leur place...* » C'est ce que nous refusons !

Hugues : Tout à fait, et ce phénomène de marchandisation s'étend à l'ensemble des services publics démantèle l'éducation, la santé, les transports. De quoi, nourrir de nombreuses autres interventions sur cette antenne.

Chroniques syndicales
retranscription Tsi-na-pah

1. À titre de comparaison : les dispositifs d'aide à l'emploi par l'exonération de charges patronales. Dispositifs que la Cour des comptes caractérise d'une " efficacité quantitative trop incertaine ". Au ministère des PME, le coût de la mesure était évalué en septembre 2006 à 650 millions d'euros en année pleine, alors que Gilles Carrez, rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée, avait avancé la modique somme de 1,5 milliards d'euros sur la réforme d'aides à l'emploi...
2. Le forfait hospitalier par la Loi n° 83-25 décrétée le 31 mars 1983 au tarif d'origine de 20 francs par jour. Son prix est passé par des augmentations successives jusqu'à 16 euros journaliers. Sauf exonération particulière du ticket modérateur, l'hospitalisé peut bien sûr le faire prendre en charge par une complémentaire de santé si il en a une et moyennant sur cotisation. Un véritable impôt sur les malades !
3. La T2A consiste à affecter à chaque patient et à chaque activité un code de financement.
4. Spécialiste du diabète et un grand patron de l'Assistance publique, il s'est ouvertement positionné contre le plan Hôpital 2007. 5. Jour de réduction de temps de travail selon l'application de la semaine des 35 heures.
6. Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.
www.sante.gouv.fr/drees/index.htm

Ni bonnes, ni nonnes, ni connes !

Les professions de santé à la croisée des chemins

LN

Rassemblement à la Bastille de la filière infirmière le 14 mars 2007 à l'invite de la Coordination nationale infirmière. Source : www.coordination-nationale-infirmière.org.

Les professions de santé sont à la croisée de chemins bien singuliers : elles avaient fait parler d'elles surtout en 1988 et 1991 emportées par les Coordinations, dont la Coordination infirmières, pour affirmer ne plus vouloir être « *Ni bonnes, ni nonnes, ni connes.* » Aujourd'hui, d'une part, le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de la santé et des solidarités ont ouvert le chantier de l'intégration dans le système LMD (licence-master-doctorat) et d'autre part, le ministère de la Santé met un préalable en élaborant de nouveaux référentiels métier. Voilà cinq ans que les deux ministères tergiversent en se renvoyant la balle quant à la responsabilité de l'immobilisme. Et des ordres professionnels, créés depuis douze ans, peinent à se mettre en place tant les résistances internes aux professions, surtout syndicales, agissent et dévoilent l'ambiguïté de cette représentation.

En 2002, Jack Lang et Bernard Kouchner confiaient à Domitien Debouzie, alors président de l'Université Lyon I, la mission d'étudier la faisabilité de créer une première année commune aux professions de santé. Puis cette mission était reconduite par les ministres de droite qui suivirent et si l'ensemble des représentants des professions de santé disait « *oui mais voyons aussi l'ensemble des cursus en application des Accords de Bologne 1, et ne nous arrêtons pas à la seule solution concernant le gâchis que représentent les reçus-collés 2 de médecine* », les ministres ne donnèrent pas suite. Et pourtant l'intérêt d'appliquer le système LMD réside dans le rapprochement avec les divers dispositifs de formation en Europe. La plupart des métiers de la santé, hors Hexagone, sont formés à l'université et permettent ainsi aux formations paramédicales d'obtenir le grade de licence autorisant toute possibilité d'aller plus loin dans l'université en master et en doctorat pour la partie des professionnels qui se destinent à l'enseignement et à la recherche. En France, toutes les formations paramédicales suivent une scolarité post-bac de trois ou quatre ans avec reconnaissance à bac + deux et même à l'issue d'une formation complémentaire de cadre de santé d'une durée de dix mois, le compte est toujours le même : bac + deux. Il est clair que le passage à bac + trois aurait des incidences sur les grilles de salaires et conduirait à l'intégration dans la catégorie « A » de la fonction publique hospitalière ou territoriale. Bigre ! Les gros sous dans une période où à défaut de restreindre les dépenses de santé ambulatoires, l'hôpital est étranglé et les salaires qui représentent 80 % du budget se doivent de l'être aussi.

En 2005, les ministres demandèrent à Francis Brunelle, conseiller auprès du ministre de la Santé, de reprendre le dossier avec plusieurs axes : celui de définir les diverses professions paramédicales en référentiel d'activités et de compétences afin de dégager contours et frontières, d'envisager des passerelles en cours de formation et en cours d'exercice entre professions de santé (y compris pour reprendre des études médicales), de définir un cahier des charges pour la formation et de prévoir les bases de travail pour la validation des acquis de l'expérience. Les organisations et associations représentant les professionnels attendaient plus qu'un tour de table mais stop une nouvelle fois. Dès la rentrée 2006, les étudiants descendirent dans la rue pour exiger l'intégration dans le système LMD : les infirmiers, les masseurs-kinésithérapeutes, les orthophonistes, les sage femmes.

Le 1er décembre 2006 tombait la lettre de cadrage d'une nouvelle mission [3] visant à « *l'élaboration d'un référentiel des activités du métier, puis du référentiel de compétences exigées par le diplôme et enfin du référentiel de formation, structuré en modules. [...] Ce référentiel, formalisé par arrêté, constituera un document opposable aux opérateurs, écoles, instituts ou universités, mettant en œuvre la formation. L'adéquation des propositions de cursus universitaires à ce référentiel sera garantie par l'habilitation par État des parcours de formation LMD, dans un cadre actuellement quadriennal.* » Le calendrier prévisionnel stipule que dès décembre 2006, les travaux se poursuivront pour le diplôme d'État d'infirmier et celui d'infirmier de bloc opératoire, et ouverture des travaux pour la formation de sage-femme. Puis à partir de mars 2007, ce sera au tour des masseurs-kinésithérapeutes et des orthophonistes. Et enfin à l'automne 2007, se fera l'ouverture des travaux des autres professions paramédicales. Il faut rappeler que le gouvernement s'est engagé à intégrer les cursus d'enseignement supérieur dans les accords de Bologne et ce avant 2010.

Dans les « *autres* » professions, tellement « *autres* » qu'elles ne sont pas citées, les étudiants en ergothérapie n'y ont vu que du mépris affiché par les pouvoirs publics. Ils prirent le relais et battirent le pavé le 6 février puis le 16 mars 2007, cette fois-ci avec les professionnels. Résultat : ils obtiennent la promesse d'indemnités de stages et d'indemnités kilométriques comme les étudiants en soins infirmiers, en masso-kinésithérapie et en

manipulation en radiologie médicale. Et un groupe de travail conjoint avec les masseurs-kinésithérapeutes est programmé. Période électorale oblige!

Dans la même période, les ordres professionnels fleurissent à l'instar des divers pays européens et nord-américains: mise en place pour les masseurs-kinésithérapeutes et pédicures-podologues en 2006 d'un ordre créé en 1995, et création d'un conseil de l'ordre infirmier fin 2006. Tous sur le modèle du conseil de l'ordre des médecins de triste réputation vichyste [4]. L'application ne sera pas aisée. Les syndicats refusent qu'il faille payer une adhésion obligatoire pour avoir le droit de travailler et n'admettent pas la juridiction ordinale jugeant les pairs.

Voilà bien des changements dans une période où le service hospitalier public et privé continue sa restructuration en s'engageant dans la tarification à l'activité, la réorganisation en pôles et en subissant de fortes contraintes budgétaires. Pour l'heure, seules les professions qui ont vu leurs étudiants dans la rue, peuvent espérer ne pas passer à la trappe de l'intégration dans le système universitaire. Cela veut-il dire qu'il faut descendre dans la rue pour être servi!

LN

Groupe Pierre-Besnard

1. Le 25 mai 1998 à l'occasion du 800e anniversaire de l'université de la Sorbonne, les ministres de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ont signé à Paris une déclaration commune visant à harmoniser l'architecture du système européen d'enseignement supérieur. Le 19 juin 1999, fut signée la Déclaration de Bologne par 30 ministres européens de l'éducation:
- système de diplômes harmonisés, aisément lisibles et comparables afin de favoriser l'intégration et d'améliorer l'attractivité du système d'enseignement supérieur européen à l'échelle mondiale,
- adoption de 2 cycles de base (Licence, Master) et d'un troisième cycle de recherche (Doctorat),
- mise en place d'un système de crédits valorisant les acquis des étudiants et la coopération entre établissements,
- promotion de la coopération européenne en matière d'évaluation de la qualité.

2. Les reçus-collés sont les étudiants ayant obtenu la moyenne au concours de fin de première année des études médicales mais qui du fait du concours, de par le numerus clausus instauré en 1971, ne peuvent accéder à la deuxième année. Il s'avère qu'en redoublant, ils n'améliorent que très peu leur chance de passer. Deux années ainsi perdues sans compensation universitaire.

3. Lettre signée de Xavier Bertrand, ministre de la Santé et des Solidarités et de François Goulard, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche.

4. Le Conseil de l'Ordre a été créé en 1940 par le gouvernement de Vichy, pour empêcher les médecins juifs de pratiquer. Cet Ordre a été dissous en 1944 puis créé définitivement par ordonnance en 1945. Le premier code de déontologie, dédié à tous les médecins victimes de la guerre 1940-1945, a été édité en 1947. D'après Jean Pouillard, Historique du Conseil National de l'ordre des Médecins (1845-1945), Histoire des Sciences Médicales, 2005, vol. 39, n° 2, pp. 213-223.

Très rapide survol historique d'un nid de coucou

Sous la révolution, Philippe Pinel désenchaîne les malades souffrant de troubles mentaux. En juin 1838, la loi dite « *loi des aliénés* » est promulguée. Elle octroie au patient dit « *fou* » un statut de malade et oblige la construction d'un établissement spécialisé par département. Pour lutter contre les internements abusifs, un certificat médical est nécessaire et obligatoire. Est instauré un système des placements dits « *volontaires* », demandé par un tiers et « *d'office* », demandé par le préfet.

Le XIXe siècle sera le temps de la construction des grands asiles tels que: Sainte-Anne, Esquirol (Charenton), Ville-Evrard, Maison-Blanche... Où l'on sait quand on rentre à l'asile mais pas quand on va en sortir! D'ailleurs, tout est prévu pour qu'on y reste, on trouve tout ce qu'il faut pour vivre ailleurs que dans la société « *normale* ».

Ainsi commence la psychiatrie dite « *moderne* ». Les soins sont coercitifs: camisoles de force, électrochocs, insulinothérapie... Certains patients peuvent aider aux tâches quotidiennes ou à la ferme, contre le versement d'un pécule mais pas d'un salaire.

Avec la Seconde Guerre mondiale, le sort des malades mentaux variera selon les établissements: certains hôpitaux seront réquisitionnés par l'armée occupante et les malades seront déportés dans d'autres endroits; beaucoup mourront faute de nourriture et de soins. Mais la capacité d'autosuffisance des asiles permettra aussi à d'autres de survivre.

C'est durant ces années sombres que l'hôpital de St-Alban, en Lozère, va devenir aussi un asile politique pour beaucoup dont le poète Paul Eluard, le médecin libertaire François Tosquelle poursuivi par le franquisme, et Lucien Bonnafé. Celui-ci constate qu'un certain nombre de patients commencent à aller mieux dès lors qu'ils prennent conscience de l'hôpital devenu un lieu de résistance et de leur association à cette résistance. Ainsi naît la psychiatrie institutionnelle reprise ensuite par Oury à la clinique de La Borde dans les années soixante-dix. La psychiatrie institutionnelle fait du patient un « *partenaire* » dans tous les actes de la vie institutionnelle: les patients assistent aux réunions avec les soignants, etc..

D'après *Extraction de la pierre de folie* de Hieronymus Bosch

Peu à peu, le regard des soignants vis-à-vis du malade évolue. Les écrits de Freud sont lus plus largement et font évoluer la compréhension des troubles psychiques.

En 1952, la découverte du *Largactil* par Henri Laborit constitue une étape fondamentale des soins en psychiatrie. Les patients qui peuvent désormais quitter la camisole pour aller et venir à leur guise même à l'extérieur et retrouver le sommeil. Les progrès de la pharmacopée s'ensuivent et explosent un marché juteux pour les laboratoires pharmaceutiques.

La circulaire de mars 1960 définit la première le concept de psychiatrie de secteur. L'asile ne se pense plus comme un lieu « *total* » et l'hospitalisation n'est plus considérée comme définitive. Elle établit toute une série de structures de soins hors les murs de l'asile comme des dispensaires d'hygiène mentale (ancêtres des actuels centres médico-psychologiques), mais aussi des foyers et des hôpitaux de jour. Elle met l'accent sur la prévention et exige que ce soit une même équipe de soins qui prenne en charge le patient dans un souci de continuité des soins.

Le courant antipsychiatrique arrive après mai 1968. Il récuse la notion de folie, crée des comités de défense des malades, et dénonce l'enfermement psychiatrique ainsi que son système de soins. Il réaffirme l'aspect politique et social des troubles psychiatriques et met l'accent sur le rôle pathogène de l'environnement du patient, notamment la famille. Il est à l'origine des actuelles thérapies familiales.

Cette profonde remise en cause donne en 1972 une nouvelle circulaire qui amplifie et précise les éléments déjà présents dans celle de 1960. Les prises en charge en ambulatoires sont considérées comme « *préférables* » à l'hospitalisation, le secteur psychiatrique est défini géographiquement et démographiquement. Sont aussi créées des structures de pédopsychiatrie.

Par ailleurs, la découverte des neuroleptiques à action prolongée permet de franchir une nouvelle étape dans la réinsertion du patient. Il n'est plus contraint de prendre des comprimés tous les jours et peut sortir avec la prescription d'une injection mensuelle de neuroleptique qu'on lui fait au CMP de son secteur gratuitement. En effet, tous les soins ambulatoires de psychiatrie publique sont pris en charge directement par le budget de l'hôpital auquel il est rattaché.

Yolaine

Psychiatrie

Vers un retour à l'enfermement

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, jusque dans les années 1980, on peut donc considérer que les soins psychiatriques ont évolué vers moins d'enfermement. La durée d'hospitalisation n'a d'ailleurs cessé de diminuer durant toutes ces années, ainsi que le nombre de lits qui, à l'hôpital de Ville-Évrard, par exemple, est passé de 1 500 en 1973 à 400 aujourd'hui. De même, les hospitalisations sous contrainte ont diminué globalement en France jusque dans les années 1990. Autant d'indices qui permettent de penser que la psychiatrie de secteur a fonctionné. À Ville-Évrard, la baisse du nombre de lits a été « compensée » par la création de plus de 80 structures alternatives à l'hospitalisation, réparties sur l'ensemble du département de Seine-Saint-Denis. Dans les années 1980, sous le ministère Ralite, grâce aux efforts des soignants pour sortir les patients de l'asile, la Seine-Saint-Denis a été déclarée département pilote en matière de psychiatrie de secteur avec le département de l'Isère.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Très vite, la mise en place des structures de secteur psychiatrique s'est faite sans moyens supplémentaires de personnels et donc à moyens constants. Cela signifie que les infirmier(e)s, notamment, ont été redéployés sur les structures externes à l'asile au moment où les premières politiques de rigueur budgétaire de la santé se sont instaurées. Mais l'hôpital psychiatrique, continuait, lui, et continue, d'accueillir les patients en crise pour lesquels un temps d'hospitalisation est nécessaire : il fallait donc maintenir un nombre d'infirmiers suffisant aussi en intra c'est à dire à l'hôpital. Cela ne s'est pas produit, d'autant moins que la mise en place du diplôme d'état d'infirmier(e) dit « diplôme unique » a supprimé le diplôme d'infirmier(e) de secteur psychiatrique qui octroyait une formation plus spécifique et plus adaptée.

Nous nous retrouvons donc aujourd'hui dans une situation où tous les infirmiers de secteurs psychiatriques formés ont été redéployés sur les structures externes, tandis qu'à l'hôpital, lieu de la crise, là où arrivent les patients délirants, agités, parfois menaçants, se retrouvent une ou deux jeunes infirmières débordées et pas assez formées pour répondre à ce type de pathologie.

Par ailleurs, la suppression de l'internat en psychiatrie survenue dans les années 1980 pose également la question des jeunes médecins actuels qui n'ont souvent qu'un diplôme de médecine générale, au mieux, ou sont étrangers, faute de trouver des psychiatres en France.

Le 18 décembre 2004, deux infirmières sont assassinées à l'hôpital psychiatrique de Pau par un ancien malade dans des conditions horribles. Il faut au moins ça pour émouvoir un ministère et encore... On attend toujours le plan de santé mentale promis par Douste-Blazy au moment du drame.

Bien au contraire, les politiques de rigueur budgétaire ont continué depuis, avec le non remplacement des départs en retraite, la transformation de postes d'infirmiers en poste d'aides-soignants, car les conditions de travail des infirmier(e)s se sont tellement dégradées que les « vocations » se font de plus en plus rares.

Or, ce qui soigne, en psychiatrie, c'est justement ce qui va rendre à nouveau supportable ce rapport à l'autre dont souffrent les malades. C'est par la relation humaine que ce rapport va pouvoir à nouveau s'instaurer.

Cela exige des soignants en nombre suffisant. Comme c'est loin d'être le cas aujourd'hui dans les services d'hospitalisation, les pires pratiques soignantes sont à nouveau employées : enfermement des patients dans des chambre de contention fermées où ils sont parfois attachés sur leur lit, nouvelle augmentation des hospitalisations sous contrainte, fermeture partielle ou définitive des structures externes pour pouvoir pallier le manque d'effectifs à l'hôpital.

La psychiatrie de secteur est en train de se briser et la fameuse réforme « hôpital 2007 » va accélérer sa disparition : en créant des pôles d'activités qui vont faire se concurrencer les secteurs les uns les autres et en imposant des critères de rentabilité des soins qui vont conditionner leur financement, ce qui est une façon déguiser de privatiser les structures externes et internes à l'hôpital. Cette privatisation a déjà commencé avec la mise en sous traitance des services logistiques de l'hôpital (cuisines, blanchisserie etc.).

Enfin, tout dernièrement la loi sarkosyste de prévention de la délinquance imposait à nouveau l'amalgame entre « *délit* » et « *folie* » et remettait en cause les modalités d'hospitalisation sous contrainte en n'exigeant plus deux certificats médicaux pour ce type d'hospitalisation mais un seul, et en permettant aux maire des communes de demander une hospitalisation d'office (ce qui pour le moment relève du seul préfet). En assouplissant les conditions d'hospitalisation de force, cette loi bafouait un peu plus la liberté individuelle et octroyait à un représentant local de l'état, des pouvoirs qui relèvent des seules compétences médicales. La mobilisation de nombreux intervenants de la psychiatrie a permis que soit retiré ce paragraphe la concernant.

La psychiatrie traverse donc en ce moment une crise grave, touchée de plein fouet par des budgets hospitaliers qui ne reconduisent plus les moyens existants. Il est flagrant que le gouvernement de droite actuel veut désengager l'état dans ses dépenses de santé et favoriser le secteur sanitaire lucratif.

Par ailleurs, la psychiatrie est de plus en plus sollicitée pour régler des problèmes d'ordre pénal ; les injonctions thérapeutiques se multiplient etc. Le spectre de la psychiatrie répressive, vidée de tout contenu clinique se profile à nouveau à l'horizon.

Comme toujours, la psychiatrie révèle en miroir les orientations sociales qui élargissent ou au contraire répriment les libertés individuelles.

Or, contrairement à tout ce mouvement général de l'après-guerre qui a permis la fin de l'asile totalitaire, et la réinsertion totale ou partielle du malade mentale dans la cité, on assiste maintenant, faute d'effectifs suffisants et de formation adaptée, à un retour des pratiques d'enfermement qui risquent de se généraliser si aucune mobilisation d'ampleur ne vient contrecarrer les politiques de santé actuelles.

Yolaine Guignat
Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Tricolores et bien pensants

Maurice Rajsfus

... **Et pourquoi** ne pas envisager le rétablissement du salut au drapeau dans la cour de récréation de nos écoles républicaines ? Cela rappellerait la caserne ! On chanterait *La Marseillaise*, bien entendu, et les chères têtes blondes et brunes pourraient ainsi se pénétrer de l'importance de mots-clés comme patrie et identité française. Ce qui permettrait à certains d'oublier la triste situation du papa chômeur et de la maman qui jongle chaque jour pour boucler les fins de mois.

« Vous l'aimez, n'est ce pas, notre hymne populaire
Vous aimez ses élans et sa sainte colère
Vous y cherchez toujours, fils encore orgueilleux,
Le sublime passé de vos puissants aïeux... »

Ce n'est pas du Sarkozy et pas davantage du Royal. Pas plus que cette bluette célébrant notre hymne national, que l'on se devrait d'écouter au garde à vous :

« Ma cocarde a les trois couleurs
Les trois couleurs de ma Patrie
Le sang l'a bien un peu rougie
La poudre bien un peu noircie
Mais elle est encore bien jolie... »

Ce n'est pas du Nicolas, ni du Ségolène. C'est simplement du Paul Déroulède, ce chantre de l'armée et de la revanche, à la fin du XIXe siècle.

N'oublions pas non plus ce *Chant du départ*, jadis obligatoire dans les écoles primaires :

« La victoire en chantant nous ouvre la barrière
La liberté guide nos pas... »

En ordre de marche

En 2007, au nom de la liberté, il est urgent de vous priver d'une partie de vos libertés. C'est la base du discours de ceux qui prétendent nous imposer la remise en cause de nos libertés fondamentales, fruits de tant de luttes. En compensation, on nous propose la liberté d'entreprendre – tout en omettant de délivrer le mode d'emploi. On nous fournit également un beau drapeau et une chansonnette assassine.

Entre l'ordre nécessaire de Nicolas Sarkozy et l'ordre juste de Ségolène Royal, peut-être y a-t-il quelques nuances mais la finalité n'est guère différente. Rappelons-nous le propos de Jean-Pierre Chevènement sur la police d'ordre et la loi Sécurité quotidienne (LSQ) de Daniel Vaillant. Entre l'exigence morale, martelée par Nicolas Sarkozy, et la volonté de Ségolène Royal de prévoir un encadrement militaire pour les prédélinquants, nous sommes toujours sous la haute surveillance du Père fouettard.

« L'ordre c'est le contraire de l'injustice ! », nous dit Nicolas Sarkozy, sans trop s'étendre sur ce que peut signifier la justice équitable. On commence pourtant à frémir lorsque l'on se souvient comment, de l'été 2002 à l'hiver 2007, l'ex-ministre de l'Intérieur s'est appliqué à mettre les juges sous pression – laissant entendre que la justice

devait se mettre au service de la police. Nous sommes tout aussi inquiets en entendant l'homme de la « rupture » évoquer sa vision de l'ordre et du respect social, à l'ombre d'un enseignement tout emprunt de spiritualité.

Le sentiment est fort d'assister à une escalade entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. À peine l'homme des banques nous propose-t-il son ministère de l'Identité nationale que la candidate socialiste se met à agiter frénétiquement ses petits drapeaux tricolores, tout en se souvenant des paroles de *La Marseillaise* – et de ses douze couplets, peut-être.

Le « pacte républicain » de Ségolène Royal se veut un « contrat citoyen » mais le mot même de socialisme n'apparaît jamais dans ses discours, comme s'il s'agissait d'une grossièreté. En mars 2002, déjà, Lionel Jospin trouvait utile d'expliquer, « mon programme n'est pas socialiste », tandis qu'en 2007 Ségolène Royal esquive l'obstacle en vantant ces « cercles vertueux » qui devraient faire office de programme.

La candidate du PS, dans la grande tradition gaullienne, veut « rencontrer la France » et même « réconcilier les Français avec l'entreprise ». Elle n'imagine même pas que l'entreprise n'a peut-être nullement l'intention de se réconcilier avec ses salariés dont elle prétend supprimer les droits sociaux acquis aux prix de dures luttes, tout au long du XXe siècle. Bien sûr, Ségolène tient à marquer sa différence – c'est heureux – lorsqu'elle met en garde contre la dérive des profits financiers, tandis qu'à l'UMP on s'inquiète à l'idée de voir le pétrolier Total condamné pour le chavirage de l'Erika et des dégâts collatéraux afférents.

Bien sûr, la gauche n'est pas la droite, mais à l'heure où le candidat Sarkozy ne cache en rien sa volonté de nous mettre au pas, la candidate Royal retrouve les mâles accents de l'adjudant de quartier qui ne veut voir qu'une seule tête dans les rangs. S'il y a du dictateur en devenir chez Nicolas, on renifle des effluves de « socdem » capitulardes chez Ségolène. Il faut être bien persuadé que l'on serait moins impérialiste que sur le trottoir d'en face, mais demeure la crainte de n'être pas aussi efficace.

Vive les Français de France !

Plus nationaliste que les « grands » candidats, tu meurs ! L'actuelle campagne électorale semble avoir réveillé les plus bas instinct. Le citoyen, tellement courtisé, doit disparaître derrière l'intérêt ben compris d'un pays qui ne lui promet que des contraintes.

En période électorale revient à l'honneur tout un vocabulaire suranné : patrie, drapeau, civisme, loyauté, obéissance, respect, discipline, etc. Toutes notions induisant nécessairement xénophobie et racisme. L'avenir du peuple français, tellement magnifié par un fils d'Attila, « Aimez la France ou quittez-là ! », doit devenir l'unique objet de nos réflexions. Malheur aux autres – surtout s'ils ont le teint coloré. Il n'y aurait plus de classes sociales : rien que des Français de France, plus quelques bon éléments cooptés de façon pointilleuse. La « méritocratie » et la « discrimination positive » évoquées par l'ex-ministre de l'Intérieur devant permettre de dégager cette élite qui fait les nations fortes. Oubliées les petites gens, cette « France d'en bas » dont un certain Raffarin tentait de nous convaincre qu'elle représentait le terreau du pays.

Tous les grands principes qui resurgissent en période électorale mettent entre de lourdes parenthèses cette liberté censée guider nos pas, comme le suggère la chansonnette nationale. On rappelle surtout qu'il faut tous réapprendre à marcher au pas. Tout en honorant ces élites, tellement capables de penser à notre place.

Seule devrait compter l'idée de Nation, et peu importe que ce soit au prix de l'abandon des principes fondamentaux de la démocratie. Les symboles et les valeurs frelatés d'une République qui a fait ses preuves au cours de plusieurs guerres post-coloniales sont magnifiés ou simplement relativisés. Dans l'enthousiasme généré par le ralliement de la candidate socialiste au renouveau du nationalisme, son directeur de campagne s'est même laissé aller à proclamer : « Tous les Français devraient avoir un drapeau tricolore chez eux ! » Il convient en effet de « reconquérir les couleurs de la nation. » Beurk ! À force de vouloir labourer sur les terres de Nicolas Sarkozy, la candidate du renouveau risque de s'embourber dans le marais nationaliste. Il est vrai que l'affirmation de la fierté d'être français peut permettre de renvoyer à la marge les revendications naturelles d'un monde du travail en voie de précarisation.

Nos socialistes sont tellement déconnectés des préoccupations quotidiennes de ceux qu'ils veulent représenter qu'ils développent, sans honte, les mêmes concepts que ceux qu'ils prétendent combattre. Sans la moindre vergogne ils esquissent leur ralliement à cette union sacrée autour des valeurs nationales qui, nous le savons, ne peuvent que conduire au pire. Rappelons-nous l'un des slogans les plus fort du mouvement de Mai 1968 : « Intérêt national, intérêt du capital ! »

Comment pourrions-nous être les citoyens de cette France-là ? Si la gauche n'est pas la droite, pourquoi s'efforce-t-elle de lui ressembler ?

M. R.

Rouget de Lisle chantant pour la première fois *La Marseillaise* chez Dietrich, maire de Strasbourg. Peinture d'après le tableau d'Isidore Pils.

Boum !...

Quand la planète fait « boum »

« L'équilibre de la Terreur ne nous terrifie pas. Il y aurait pourtant de quoi. » Jean-Luc Porquet

Jean-Hugues Oppel, *Réveillez le Président!*, édition Payot et Rivages, 2007, 283 p., 17 euros.
Jean-Hugues Oppel viendra présenter son livre à la bibliothèque La Rue, samedi 7 avril à 15h30.

JACQUES ELLUL L'AVAIT BIEN DIT : « Tout ce qui est technique, sans distinction de bien et de mal, s'utilise forcément quand on l'a en main. » L'homme créa l'arme nucléaire, s'en servit, et la perfectionna. Et continuera d'en améliorer les performances et de l'utiliser. La bombe d'Hiroshima équivalait à 15 000 tonnes de TNT, la bombe H fit mille fois mieux : c'est ce qui s'appelle « un progrès technologique foudroyant », note Jean-Luc Porquet.

« L'être humain est la seule espèce vivante de la planète à avoir conçu, développé et amélioré le moyen artificiel de sa propre extinction. » (Oppel)

On n'arrête pas le progrès. Pas toujours pour le meilleur, mais certainement pour le pire. Car n'oublions pas, toujours comme l'a écrit Ellul : « Il n'y a pas des techniques de paix et des techniques de guerre, en dépit de ce que pensent les bonnes gens. » Toute nouvelle découverte se prête à une application militaire potentielle.

Le livre de Jean-Hugues Oppel vient à point nous le rappeler : les occasions de se servir des armes nucléaires ne manquent pas. Pas toujours connues : on ne le claironne pas au journal de 20 heures. Surtout que la technique de la bombe, comme n'importe quelle technique, a ses ratés : le dysfonctionnement, l'imprévu, le petit grain qui vient gripper le système... Les exemples sont nombreux, répertoriés dans de courts chapitres percutants, insérés dans l'intrigue. Et l'on découvre qu'un ours, un vol de cygnes, la surchauffe d'un appareil, une fausse alerte, un exercice de simulation mal signalé, une puce électronique qui fonctionne mal, peuvent venir perturber la belle machine technicienne. Et on est à deux doigts (ou même un, suffisant pour taper le fameux code qui donnera aux militaires l'autorisation d'utiliser l'arme nucléaire) – à un doigt, donc, d'anéantir la planète.

Réveillez le Président est un thriller qui fait froid dans le dos, par son réalisme. L'intrigue est peut-être improbable : la France en alerte rouge, le Président injoignable, les forces militaires prêtes à attaquer un ennemi inconnu... Tandis que les militaires américains s'efforcent de comprendre ce qui se passe, dans les QG des états-majors à Washington, les services secrets français s'efforcent de résoudre la crise à l'aide de deux expertes informaticiennes, sous les bureaux de l'Élysée. Pendant ce temps, l'équipage d'un sous-marin nucléaire – obéissant aux ordres, comme il se doit – s'apprête à lancer ses ogives... Peu crédible ? Les courts chapitres documentaires qui interrompent régulièrement la fiction sont là pour nous rappeler que cette histoire inventée repose sur des faits bien réels.

C'est effrayant et on en perd le sommeil. Ça tombe bien, le roman se lit d'une traite – de quoi meubler l'insomnie qu'il ne manquera pas de créer ! Le talent d'Oppel fait le reste : l'humour toujours présent et les personnages savoureux (en particulier les deux femmes, magnifiques) font que l'on n'oublie pas le propos une fois le livre refermé.

Rien de mieux que la fiction pour nous faire prendre conscience des dangers que nous voudrions oublier, car nos dirigeants, contrairement à l'oncle (« infâme ») bricoleur de Boris Vian, ne choisissent pas toujours les cibles que nous souhaiterions.

Projection paranoïaque ?

À l'heure où la classe politique française s'apprête à construire l'EPR et à renouveler tout le parc nucléaire, une lecture salutaire...

Caroline Granier, groupe La Rue

Les citations de Porquet et Ellul sont extraites de Jean-Luc Porquet, Jacques Ellul, *l'Homme qui avait presque tout prévu*, Le Cherche-midi, 2003.

La petite maison dans la zermi

Thierry Pelletier, *la Petite Maison dans la zermi*, éd. Libertalia, 10 euros.

LES ÉDITIONS LIBERTALIA, qui ont fait paraître un premier ouvrage, *le Mexicain* de Jack London, viennent de publier un petit livre de Thierry Pelletier, autrement mieux connu de ses amis sous le pseudonyme Cochran.

Thierry nous livre ici une tranche de (sa) vie. Dix ans passés comme éducateur dans une institution, une association recevant un public de personnes, comme on dit aujourd'hui, « défavorisées », toxicomanes, alcooliques, parfois en sevrage, en désespérance toujours.

Il nous dépeint la vie de tous les jours, avec ses « lascars » qui lui font parfois quelques misères, mais dont on sent à chaque instant que malgré les problèmes difficiles à régler, il aimerait bien « qu'ils s'en sortent ».

Son langage vert et même plus que ça, nous plonge au cœur de cette zermi de tous les jours pour ceux que la société a rejeté. Selon l'adage bien connu, « puisque la société ne veut pas de nous, qu'elle ne s'inquiète pas, nous non plus, on veut pas d'elle. »

Thierry ne critique pas véritablement le travail qu'il y effectue, ce n'est pas son but et il le dit d'entrée. Il nous expose les relations entre cohabitants de ce foyer, les relations entre lui, éducateur « par hasard » et les accueillis et nous parle même des dirigeants qui, sous couvert de bienfaisance s'ouvrent tout de même un compte en banque hors frontière, avec l'argent des subventions, tandis qu'on comprend bien que les moyens pour faire tourner la baraque sont, eux aussi, « moyens ».

D'un autre côté, ces paumés, ces ratés, ces *losers* ne pensent qu'à une chose, qu'on leur foute la paix afin qu'ils puissent manger, dormir au sec et se défoncer sans trop se faire remarquer. La réinsertion n'est qu'un prétexte.

En ayant fait de l'assistanat maximum pour un salaire minimum pendant un temps fort long, Thierry se rend compte qu'un jour on ne peut plus continuer cette vie et part s'installer à la campagne avec femme et enfants.

Il y fait de la musique, il écrit, il vit enfin. Il a bien compris que quoi qu'il fasse dans le milieu décrit dans son livre, le combat ne sera jamais fini car les combattants ne combattent pas, ils se laissent seulement secouer.

La société se donne bonne conscience en ouvrant de tels lieux d'insertion. Elle évite aussi que ses reprouvés fassent tache dans la rue, il y en a déjà assez comme ça... Mais ne soyons pas dupes, tant que le système continuera, il créera des « gueux » et le capitalisme, qui ne sert qu'à enrichir les riches, appauvrit les pauvres et engendre toujours plus de zermi... Pour oublier la clope, la dope et l'alcool sont les amis des faibles. Ils rendent plus forts en détruisant, mais n'est-ce pas là le but ?

Merci Thierry de nous avoir ouvert les portes de la petite maison, sans prairie celle-là.

Jacques Lesage de La Haye

Éduquer à l'objectivité

Quelques réflexions à partir du « Dossier éducation » du *Monde libertaire* (n° 1469 du 15 mars 2007), choquantes peut-être au premier abord, mais à la réflexion, peut-être pas tant que ça...
Je pense surtout à l'article de Maryvonne, « Non à l'égalité des chances. Oui à la révolution de l'école ! »

François Sébastianoff

Je suis en profond accord avec l'intuition générale de ce texte. Oui pour rappeler « l'horreur » de la notation, dans la mesure où elle réduit l'individu à la perspective de l'ascenseur social, à la visée du singe grimpeur (compétition, mérite, dons...). Oui au « rêve ». Oui à une éducation qui passe « par notre rapport au monde; nous nous posons toutes et tous des questions; la recherche de réponses, qui seront toujours provisoires, est un travail exigeant » (et pas le n'importe quoi parfois pratiqué dans les années 1970). Oui à l'idée que, pour ce travail, « l'école peut être un lieu privilégié où l'égalité soit celle de la condition d'épanouissement des individus singuliers ». Oui pour partir des questions des enfants, parce qu'elles sont ancrées dans la réalité de leur situation, donc motivantes pour eux, et parce qu'elles font venir toutes les autres (tout se tient!). Oui au « dernier point » de Maryvonne, « peut-être le plus important »: ne pas reporter le complexe à plus tard, sous prétexte de commencer par le plus facile (on a probablement intérêt à pratiquer en même temps les deux approches: par la complexité et par ce qui paraît simple).

Mais se référer à la liberté sans autre précision ne va pas de soi, surtout en ce début du XXIe siècle. Les savoirs actuels suggèrent que nos comportements résultent entièrement, en général à notre insu, d'innombrables facteurs interagissants, y compris, s'il existe, le hasard réel (c'est-à-dire sans cause cachée ni, bien sûr, intention divine). Nous, anarchistes, ne pouvons pas faire comme si les neurosciences et la sociologie critique n'avaient pas progressé considérablement dans les dernières décennies. La réalité d'une « Liberté » dans un premier sens, celui de « libre arbitre », mystérieuse faculté de *création de soi par soi*, est hautement improbable.

Du coup, vers quoi orienter notre école? Piétiner dans l'arbitraire métaphysique, caractéristique des religions et des humanismes, qui revient dans chaque cas à proclamer: « la *"Vraie Liberté"* (deuxième sens du mot), c'est la mienne ». Métaphysique rime avec élastique, toujours suffisamment pour servir les intérêts des dominants.

Il reste un troisième et dernier sens pour le mot « liberté », celui de non-dépendance, concrète, à l'égard de telle ou telle contrainte, physique ou sociale. On précise alors: liberté *de* respirer, *de* se mouvoir, *de* manger à sa faim, *de* parler, *de* s'organiser, *de* s'informer... Dans la mesure où elles ont une dimension sociale, ces libertés résultent simplement d'un acte – elles se prennent –, d'une lutte collective pour nous affranchir des obstacles à notre plaisir, notamment des structures de domination.

Pour lutter efficacement dans ce sens, que viennent faire l'exigence, la rigueur, l'esprit critique? Ou bien c'est du vent (référence alibi dans les discours syndicaux, politiques, humanistes, religieux...), ou c'est l'effort d'objectivité. L'objectivité, c'est une démarche, la même dans la vie quotidienne que dans la recherche scientifique (où là elle est seulement plus systématique). Elle consiste à s'imposer quelques règles générales, communes à

Les enfants arrivent à porter sur eux-mêmes un regard objectif, à ne pas s'identifier à leurs résultats, bons ou mauvais, à ne pas confondre hiérarchie de compétences utiles avec hiérarchies de domination.

toutes les sciences, y compris celles qui étudient les sociétés humaines et les individus qui en font partie : 1. On vise une réalité supposée pas totalement inaccessible ; 2. On met les hypothèses à l'épreuve de la réalité ; 3. On s'abstient de tout *a priori* métaphysique ; 4. On suspend, seulement le temps d'émettre un jugement de réalité, tout jugement de valeur (préférences personnelles, argument d'autorité) ; 5. On se soumet au contrôle de ses pairs[1].

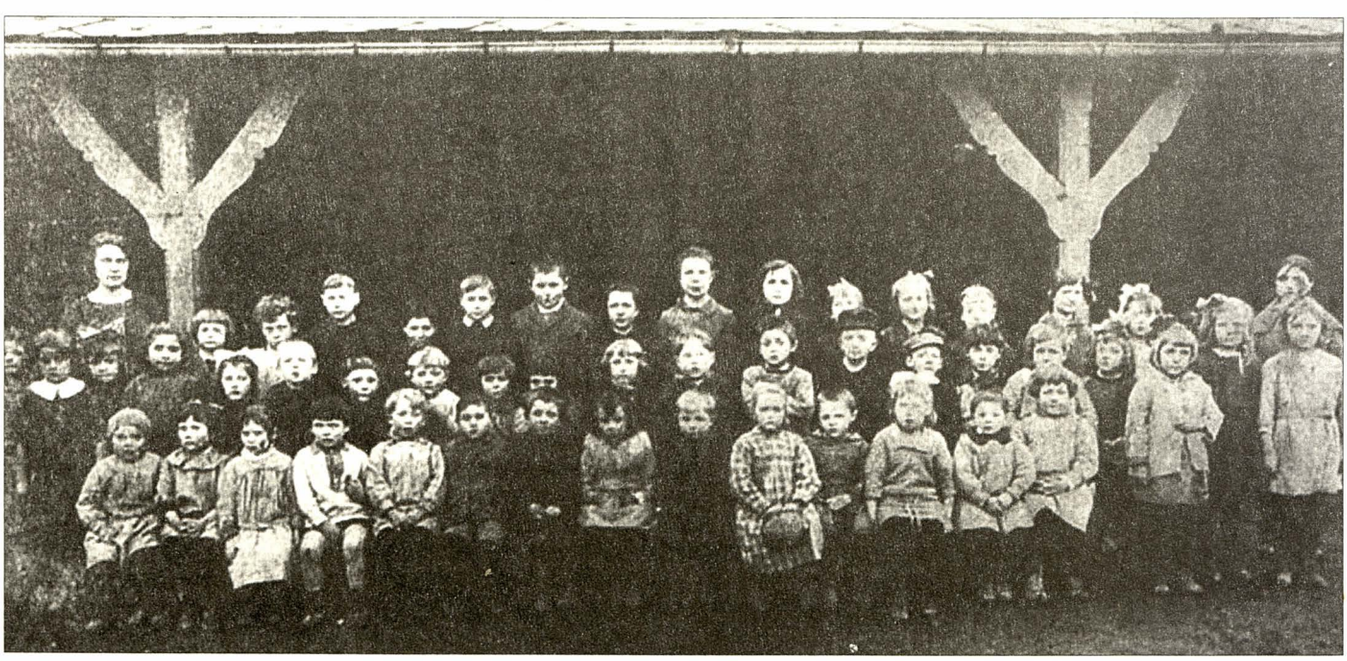
Reste à délimiter tel ou tel champ de recherche. C'est là qu'interviennent toujours plus ou moins des choix qui, eux, ne sont pas neutres, mais résultent des centres d'intérêt, c'est-à-dire des choix de valeurs, de ceux qui décident de l'orientation des recherches. L'enjeu est ici de savoir qui décide. L'objectivité n'est pas « la science », c'est seulement un aspect de cette pratique sociale hétérogène qu'on appelle confusément « la science » et qui, elle, est largement orientée par les dominants : ils ont intérêt à financer des recherches sur les armes, sur les techniques de persuasion, etc., et pas sur l'origine et le maintien des structures de domination.

Nous, au contraire, n'avons rien à craindre de l'objectivité. Nous ne craignons pas d'être relativisés. Pas de miracle, pas d'absolu pour « fonder » aucune morale. Mais pas de fatalisme non plus : si nous ne sommes pas métaphysiquement libres, même partiellement, il nous reste l'essentiel : nous sommes partiellement imprévisibles, en raison de la multiplicité des facteurs et de la complexité de leurs interactions, surtout à l'échelle individuelle : *nouveaux sans être libres*. Dans l'histoire de chaque enfant, nous, adultes, nous intervenons comme un facteur parmi les autres, notamment en lui donnant l'occasion de s'enthousiasmer à découvrir la complexité des causes et les moyens d'agir, dans tous les domaines.

Si on veut que les enfants acquièrent les moyens d'agir efficacement sur la réalité où ils vivent, il ne faut pas les entretenir dans l'illusion d'une « Liberté » qui alimentera au mieux un volontarisme naïf et, au pire, un sentiment de culpabilité. Les dominants savent très bien confondre responsabilité et culpabilité, occulter leur propre rôle, faire porter leur propre responsabilité par de prétendus coupables. En revanche, à mesure que des enfants pratiquent l'objectivité, ils découvrent qu'ils peuvent faire confiance (seulement par hypothèse, toujours sous bénéfice d'inventaire) aux résultats obtenus dans une recherche par leurs camarades (quelle que soit la couleur de leur peau), aux savoirs apportés par l'enseignant, aux savoirs acquis en général, et à eux-mêmes : ils arrivent à porter sur eux-mêmes un regard objectif, à ne pas s'identifier à leurs résultats, bons ou mauvais, à ne pas confondre hiérarchie de compétences utiles avec hiérarchies de domination. Je n'ai pas réponse à tout, mais l'orientation me paraît claire.

Bien entendu, choisir l'objectivité ne va pas de soi : c'est un choix de valeur (c'est pourquoi je parle d'« éducation » à l'objectivité). Et ce choix ne suffit pas, car, n'en déplaise aux scientistes, aux rationalistes, et même à pas mal de matérialistes, les valeurs ne se déduisent pas des savoirs. L'autre choix de valeurs que je propose, général, donc aussi éducatif, c'est la non-violence collective, qui, sauf récupération, implique de refuser toute domination, comme l'objectivité. **F. S.**

1. J'ai donné plus de détail dans le n° 13 de *Réfractions*, automne 2004. Je recommande aussi, malgré mes réserves sur une référence insuffisamment critique à la « raison », un ouvrage à la fois sérieux et plein de textes et de dessins marrants : Antonio Fischetti et Guillaume Lecointre, *Charlie ramène sa science*, Vuibert, 2005.



On restera... Parce qu'on a la rage !

Les Tanneries ne se laisseront pas expulser!

Après 10 ans d'existence, l'espace autogéré est menacé par le mégapôle médical privé décidé en secret par la mairie de Dijon

SANS CONSULTATION PUBLIQUE et dans la discrétion qui caractérise la période électorale sur les dossiers chauds, M. Rebsamen, maire de Dijon, numéro deux du PS et directeur de campagne de Ségolène Royal, prend des décisions qui pourraient mener à la fin de l'Espace autogéré des Tanneries, lieu autonome d'activités culturelles, sociales et politiques ouvert en 1997. Mais nous n'entendons pas les laisser faire!

Suite à cinq ans de luttes contre l'expulsion et quelques années de statu quo, nous annonçons donc la reprise officielle des actions et manifestations en soutien aux Tanneries. Nous savions dès le départ que malgré la convention d'occupation gratuite obtenue en 2002, il nous faudrait garder une vigilance permanente. Nous avons appris la semaine dernière que les services que la municipalité avait fait une proposition par écrit à la Générale de Santé. Cette proposition vise à octroyer à celle-ci l'ensemble des terrains dont nous occupons une petite parcelle en périphérie, afin qu'elle y construise son mégapôle de clinique privée de dix hectares pour 2009.

Alors que les services publics de santé sont mis en péril par les stratégies néolibérales de privatisation en vigueur en Europe, la mairie de Dijon favorise-t-elle à son tour l'instauration d'une médecine à deux vitesses? Veut-elle contribuer aux stratégies de monopole et de conquête de la plus grosse multinationale européenne de santé privée (1,741 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2006, contrôlé par des fonds de pension et à 10 % par Vivendi) en lui offrant un terrain public proche du centre-ville et en quasi vis-à-vis de l'hôpital public? La Générale de Santé préfère ainsi profiter de l'aubaine municipale pour fermer ses cliniques de proximité plutôt que de les remettre aux normes.

Pourquoi soutenir les Tanneries haut et fort?

Les Tanneries, c'est une salle de spectacle, un collectif d'habitation, un espace d'informatique populaire, de développement des logiciels libres et de maintenance de serveurs indépendants, une zone de gratuité, un espace mécanique et vélo, des locaux de répétition et de sérigraphie, une salle de réunion, un potager, un centre de diffusion et de création de presse alternative, un centre d'aide juridique et pratique aux occupants et occupantes sans droits ni titre, une bibliothèque, des chantiers d'auto-construction écologique, des dizaines d'associations/collectifs/réseaux locaux et internationaux qui viennent y organiser des soirées, actions, ateliers et échanges de savoirs, des réunions et des projets...

Là où les lieux culturels publics tournent avec d'énormes subventions et les privés à base de commerce et de sponsors, il y a aux Tanneries des centaines de personnes qui, chaque semaine viennent faire vivre une culture indépendante et participer à des activités accessibles gratuitement ou sur la base de participations aux frais. Pour garantir sa liberté, le lieu a toujours fonctionné sans subventions, ni salariat.

Dans un pays où les structures autogérées sont quasi systématiquement réprimées et donc précaires, les Tanneries est un des trop rares exemples de projet qui a pu s'inscrire dans le long terme. Il est à ce titre devenu un espace ressource et un maillon important d'une scène culturelle et militante autonome en Europe.

Les Tanneries ne se vivent pas comme une gentille alternative parallèle qui se construirait en ne bousculant pas trop les pouvoirs en place, un zoo folklorique censé faire la preuve de la bienveillance démocratique de nos dirigeants. Si nous sommes là, c'est pour faire évoluer la société et lutter!

Notre projet ne peut être déplacé ni dépecé. Il doit demeurer dans le quartier...

C'est grâce au soutien populaire et à une succession de pressions et d'actions de rue diversifiées que les Tanneries ont acquis leur maintien dans les lieux. Nous sommes aujourd'hui prêts à recommencer à défendre cet espace et à reconstruire un mouvement de résistance fortifié par tous les contacts, expériences et complicités acquises avec le temps. Les Tanneries, bien que solidement implantées localement, sont aussi portées par une large communauté, dont les affinités n'ont que faire des frontières, qui peut se mobiliser tant par des actions de soutien à travers le monde que par une convergence pour défendre physiquement le lieu contre l'expulsion. Espérons que résonneront à temps dans la tête des dirigeants et dirigeantes dijonnais les longues journées et nuits de manifestations radicales qui ont immobilisé il y a quelques semaines la capitale danoise et les multiples offensives à travers l'Europe en faveur de nos amis d'Ungdomshuset. Au même titre, notre lutte est une lutte globale pour que demeurent et se multiplient des espaces autogérés et des foyers de subversion.

Nous gagnerons avec toutes les petites et grandes initiatives de protestation de chacun et chacune d'entre vous. Nous encourageons tout type d'actions de solidarité. A minima, vous pouvez dès maintenant écrire ou téléphoner à la mairie de Dijon pour lui exprimer votre volonté que les Tanneries perdurent là où elles sont:

M. le maire François Rebsamen
Mairie de Dijon
21000 Dijon
(+33|0) 3 80745151
francois.rebsamen@ville-dijon.fr

Collectif les Tanneries
Dijon, le 28 mars 2007

Si vous voulez être prévenus d'actions et de manifs de soutiens concernant l'Espace autogéré des Tanneries, envoyez votre mail ou votre numéro de portable à tanneries@squat.net et faire un tour pour plus d'infos sur notre site web www.squat.net/tanneries

Jeudi 5 avril

Chronique hebdo à 10 heures: Analyse libertaire de l'actualité. Par Jacques et Gérard.

Si vis pacem à 18 heures: Armes nucléaires - France Écosse: match nul! Faslane (Écosse), base militaire de sous-marins équipés d'ogives nucléaires, bloquée par les citoyens depuis octobre 2006. Table ronde: avec des membres du collectif Non au missile M51.

Epsilonia à 22 heures: Électrons libres. Thème: Musique du chaos.

Vendredi 6 avril

Koumbi à 10 heures: Rencontre avec Sadio Bee, un styliste pionnier du métissage afro-occidental. Interview d'Annick Hemmel, responsable de l'accès aux soins pour Médecins sans frontières, qui parlera d'un nouveau médicament contre le paludisme.

Place aux fous à 13 heures: PAF Musique. Invité: le groupe de Montpellier Trash Aka L. Une guitare et un violon électriques, avec des machines pour deux rrrrriot girls qui ne s'en laissent pas compter.

Samedi 7 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Sexycivilisation. Depuis des temps immémoriaux, la puissance du sexe et de la sexualité est reconnue. Mais la culture contemporaine la porte aux nues. Le « sexy » est une donne caractéristique de la civilisation moderne: la « sexyvilisation » triomphe. Avec Roger Dadoun.

Chroniques syndicales à 11 h 30: Luttes et actualités sociales. *Services publics, la grande braderie* (éditions Jean-Claude Gawsewitch), par Dominique Decèze. L'auteur en dénonce les origines et les effets néfastes. Il y défend les nombreuses propositions de ceux qui œuvrent pour un renouveau du service public.

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres... « Kabylie belle et rebelle » de Yazid Bekka et Yalla Seddiki (éditions Non Lieu).

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Dimanche 8 avril

Tempête sur les planches à 14 heures: Le théâtre en lutte. Notre société les nomme: sans domicile fixe, sans travail, sans papiers, rmistes, sans revenus fixes, précaires de toutes sortes... Ce sont les invisibles. Ils sont peut-être notre dernière chance d'une utopie humaniste, dit la Compagnie NAJE (Nous n'abandonnerons jamais l'espoir) qui présente sa nouvelle création de théâtre forum: *Les invisibles*.

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Désaxés à 20 h 30: Le ciné en zone libre. L'actualité du Septième Art, par Nachi et Raki (http://www.cine-libertaire.org).

Lundi 9 avril

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ondes de choc à 16 heures: Magazine culturel. Pas de direct mais documents sonores, par Jehan Vanlanghenhoven. 15h-16h: Gilles Deleuze disait « Le plus grand poète français est roumain, il se nomme Gherasim Luca » ... À vous de juger!; 16h-17h: Conférence sur Bob Dylan, par Alain-Pierre Pillet (rediffusion).

Agora libertaire à 18 heures: Souvenirs de la Guerre d'Espagne. Antoine Gimenez. Diffusion des épisodes 17 et 18.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30: Humour et humeur noirs... Revue de presse politiquement incorrecte, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 10 avril

Le Parisien libertaire à 8 heures: Faut libérer Paris! Passage en revue non-exhaustif et militant de l'actualité parisienne. « La gauche, la droite... L'important c'est de ne pas se mêler. » L'agenda militant. Et un morceau de night qui gronde.

Pas de quartiers à 18 heures: Ras de quartiers, si tout se passe bien, recevra Patrick Pelloux et des potes militants de l'AMUPH, syndicat (virulent) des urgentistes. Tous à vos postes à galène de ville et de campagne!

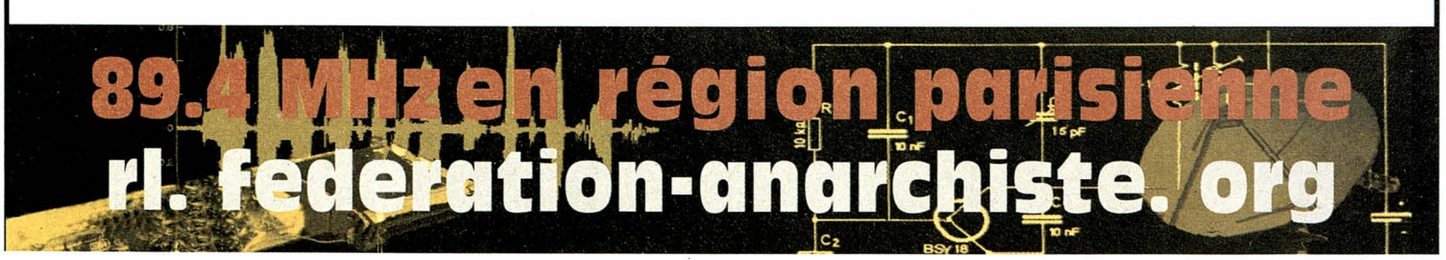
Mercredi 11 avril

Les destinées de l'Histoire à 08 heures: Chroniques historiques. Invité: Philippe de Carbonnières, pour l'exposition des dessins de Jean-Louis Prieur au Musée Carnavalet (une exposition temporaire gratuite).

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Noirs et blancs dans le blues.

Femmes libres à 18 h 30: Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec Fiammetta Venner, pour la revue Prochoix.

Ras les murs à 20 h 30: Galate, étudiante en droit, viendra nous parler de la « gestion des relations mères-enfants en prison ». C'est une étude comparative entre la France, l'Angleterre et l'Australie, où elle a eu plusieurs entretiens avec des femmes incarcérées.



Jeudi 5 avril

Merlieux (02)

Rencontre avec Benoist Rey, auteur d'*Égorgeurs*, livre censuré en 1961, dénonçant les horreurs de la guerre d'Algérie, et des *Trous de mémoire* paru aux Éditions libertaires, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

Paris 20e

Des camarades de la Fédération anarchiste vous invitent à participer à une soirée débat en présence de Jean-Pierre Levaray, ouvrier de l'industrie chimique, auteur du livre *Putain d'usine*, militant syndicaliste et anarchiste. La soirée débutera à 19h30 par le film intitulé *Putain d'usine* réalisé par Rémy Ricordeau, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Vendredi 6 avril

Toulon

« Agir au lieu d'élire! » Réunion – débat « la salle » à 20h30, rue H. Poincaré - quartier la rode + spectacle: ils ont voté et puis après... Meille chante Ferré, Brassens. Table de presse, buffet. Entrée libre. Organisé par le groupe Nada de la Fédération anarchiste.

Besançon (25)

Conférence débat contre les prisons avec Charlie Bauer, et autour de son film, à 20h30 à la librairie L'Autodidacte 5, rue Marulaz.

Samedi 7 avril

Bordeaux

Concert avec Dona Maldad (anarcho-punk, Venezuela) organisé par Mankind à 19 heures à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. 5 euros.

Paris 18e

Rencontre-débat avec Jean-Hugues Oppel qui nous parle de son dernier polar, à 15h30, à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

Marseille 1er

François Roux présentera son livre *La Grande guerre inconnue: les poilus contre l'armée française*. Les poilus ont utilisé tous les moyens à leur disposition pour essayer de survivre: désertion, fuite, planque, reddition volontaire, automutilation, sabotage, refus d'attaquer, mutineries, assassinats d'officiers, fraternisation... 17 heures, 3, rue Saint-Dominique.

Dijon (21)

Rencontre avec Charlie Bauer à l'espace autogéré des tanneries 15-17, boulevard de Chicago.
16 heures: projection du film *Charlie Bauer, marathonien de l'espoir.*
18 heures: causerie, échange et débat sur l'engagement politique, l'enfermement, l'univers carcéral, l'espoir, la liberté... Entrée libre

Vendredi 13 avril

Rouen

« Comment écrire, comment penser après Auschwitz? », avec un comédien sur des textes de Didier Durmarque, auteur de *Moins que rien* (Éditions Thot) à la librairie l'Insoumise, au 128, rue Saint-Hilaire.

Périgueux (24)

Dans le cadre des « Cafés-libertaires », le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste avec le Collectif libertaire A.-Marius Jacob et la CNT organisent une soirée débat sur le thème de l'Anti-électoralisme au local associatif, les Thétards, 3 rue Sully à Périgueux, à partir de 20h30.
Présence de 2 personnes de la Coopequita, expérience autogestionnaire, ainsi que la Filature de Belvès (24), SCOP (Société coopérative ouvrière de production).

Samedi 14 avril

Paris 11e

« Sans-papiers et monde du travail »: Débat organisé par le groupe Idées noires et le 9e collectif de sans-papiers à 16 heures, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro République, Oberkampf, ou Filles-du-Calvaire.

Vendredi 20 avril

Périgueux (24)

L' Association des précaires et chômeurs de Dordogne (APCD) organise une soirée projection-débat sur les Nanotechnologies. Diffusions du documentaire *Nano-Pravda* (durée 20 minutes) et du documentaire de l' École normale supérieure, *es Nanotechnologie; un champ d' expérimentation sociale*, conférence donnée par la philosophe des sciences Bernadette Bensande-Vincent (Université Paris X). Cette soirée se déroulera aux Thétards, 3, rue Sully à partir de 20 heures.

Mardi 1er mai

Paris 19e

La Fédération anarchiste appelle à sa traditionnelle manifestation libertaire le 1er mai, à 11 heures, Place des fêtes.

Jeudi 3 mai

Merlieux (02)

Rencontre avec Yves Couraud, auteur du *Guerrier souriant*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

Samedi 5 mai

Paris 18e

Rencontre-débat avec Célia Izoard qui nous parle de son ouvrage *la Révolte luddite; briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* à 15h30, à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

PREMIER MAI

JOUR FERRÉ!

APRÈS LA MANIFESTATION,

MARDI 1ER MAI

RENDEZ-VOUS À PARTIR DE 17H30

AU TRIANON

CONCERT À 19H :

Michel Bühler • Serge Utgé-Royo
Francesca Solleville
Bruno Daraquy • Natacha Ezdra
Yvan Dautin • François Gaillard

Noirs
Coquelicots

Photo : Elisabeth Hourcade - License E.S. 75035012/013